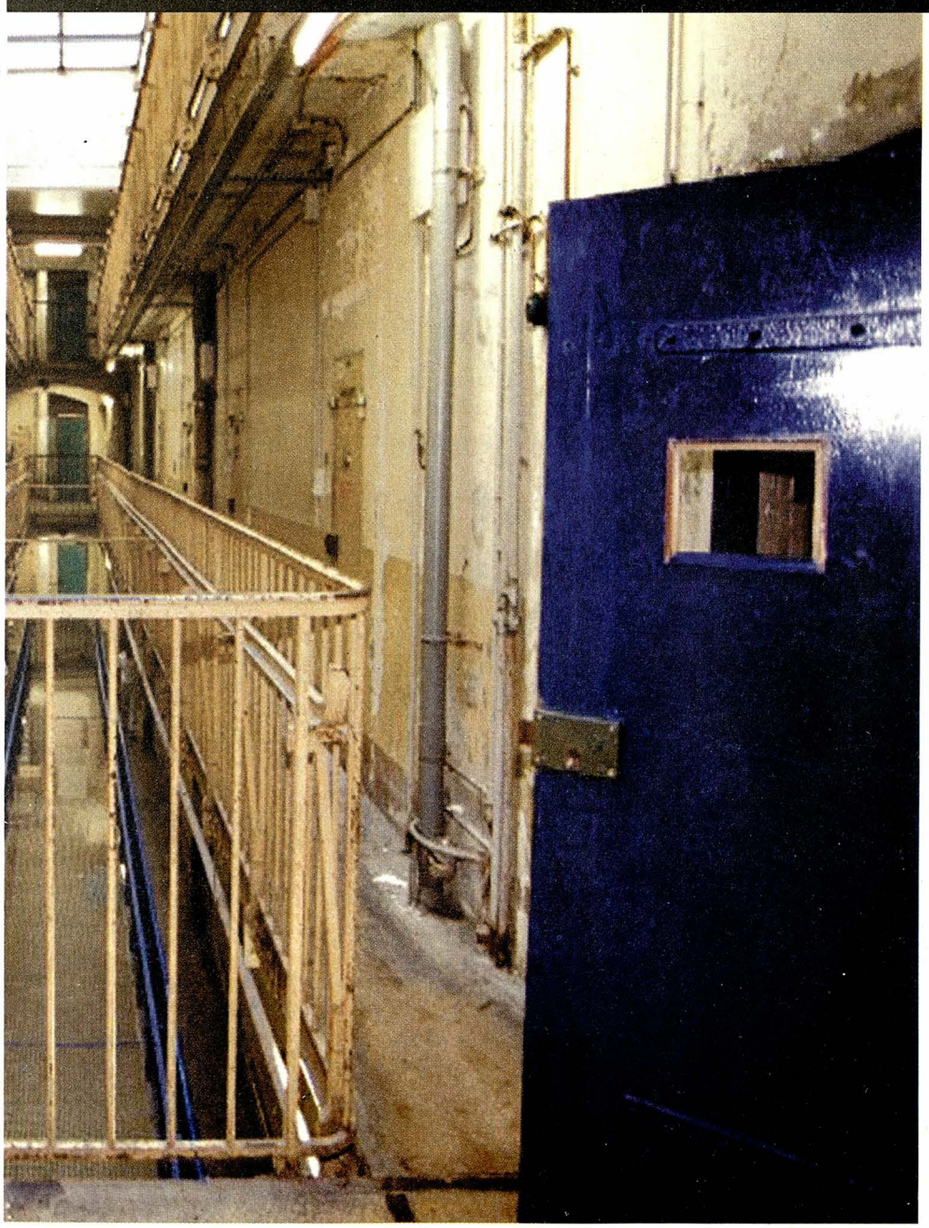
le monde libertaire
hebdomadaire de la Fédération anarchiste
adhérente de l'Internationale des fédérations anarchistes

le monde libertaire

La prison
entre injustice et aberration



DOSSIER SCOP

Dossier
Coopératives

Sarkozy
dans la tradition

Retour sur
le cas Redeker

M 02137 - 1452 - F: 2,00 €

2€

ISSN 0026-9433

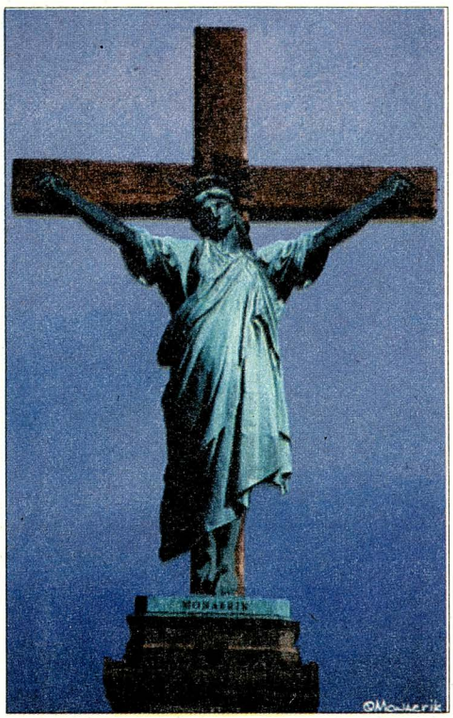
« Il y a deux sortes d'avocats : ceux qui connaissent la loi, et ceux qui connaissent le juge »

Coluche

hebdo n° 1452

du 26 octobre au 1er novembre 2006

Sommaire



Israël-Palestine, tristes nouvelles, par les R. Int. de la FA, *page 4*

Sida, hépatite C, quel tri? par P. Schindler, *page 5*

L'autruche manque d'humour, par F. Ladrisse, *page 5*

Brèves de combat, *page 6*

Sarko-Police, l'escalade, par M. Rajsfus, *page 7*

Le visage caché de **Redeker,** par N. Potkine, *page 8*

Entreprises autogérées, dossier scoop, par Daniel et F. Dibot, *page 9*

Lettres de prison de **Sacco et Vanzetti,** *page 18*

Murray is gone, par Tsinapah, *page 20*

Radio libertaire, *page 22*

Agenda, *page 23*

Bulletin d'abonnement

Tarifs (Hors-série inclus)	France et DOM-TOM	Étranger
3 mois, 13 nos	○ 20 €	○ 27 €
6 mois, 25 nos	○ 38 €	○ 46 €
1 an, 45 nos	○ 61 €	○ 77 €

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Abonnement de soutien
1 an, 45 nos ~~76 €~~

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine (sauf sous pli fermé). Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR7642559000062100287960215). Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59

Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)
Dépot légal 44145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP.

Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.

Editorial

Nous sommes condamnés à vivre dans l'insécurité. Comme le dénonçait Parisot (syndicaliste, lutte de classe, du patronat) tout, dans la vie, est précaire. C'est bien grâce à ce sentiment que grand nombre de travailleurs reste dans la docilité la plus incompréhensible face aux attaques qui lui sont faites. Heureusement pour ceux qui ne travaillent pas, ou pour les travailleurs qui se rebiffent, reste la police d'État (ainsi que certaines milices privées qui existent par exemple à la RATP ou à la SNCF) qui veille à maintenir cet état de précarité.

Tu n'écoutes pas les ordres, tu les trouves injustes et les dénonces, gare à toi, ta liberté peut t'être enlevée si tu te fais remarquer. Au moindre signe de rébellion, les forces de l'ordre te passeront l'envie de recommencer. Humiliation dans les commissariats, tabassage en règle dans une ruelle ou même à la vue de tous, pour l'exemple. Puis si ça ne suffit pas procès et prison… Et quelles prisons… car le prisonnier doit être puni, fini pour lui le droit de vivre dignement; il a péché, il doit payer. Logique implacable d'une justice expéditive qui applique les lois faites par les grands de ce monde pour les grands de ce monde.

Pour justifier cette politique inique, ils nous montrent au 20 heures quelques « monstres », pour maintenir le bien fondé de cette politique de l'enfermement. Mais qui a créé ces monstres? Qui, à part la société qui maintient les hommes dans un état de domination constant, qui les empêchent de s'épanouir, de vivre comme ils l'entendent?

À l'heure des élections, on est reparti pour les grandes envolées lyriques sur l'insécurité des jeunes des banlieues, pour masquer ou justifier l'insécurité que les dominants nous infligent tout au long de notre vie. Les flics, quant à eux, nous expliquent à quel point ils sont utiles, avec quelques exemples pour conforter la petite-bourgeoisie réactionnaire et on sait très bien pour qui elle va voter!

Mais ne soyons pas dupes. Oui, ils peuvent aider quelqu'un de temps à autre, victime d'une oppression maintenue dans les esprits par la société elle-même oppressive. Mais la réponse ré pressive peut-elle arranger quoi que ce soit? Non, bien au contraire. La société autoritaire et inégalitaire n'engendre que la colère et la haine ou la soumission inconditionelle. La flicaille ne peut rien pour nous, elle n'est que la lance à eau pour éteindre les braises de la révolte qui anime tout esprit un tant soit peu critique. À nous de répandre nos idées et nos analyses, pour que cette colère se transforme en énergie révolutionnaire anti-autoritaire et libertaire.

En Israël, c'est un objecteur que l'on enferme, ici c'est un petit révolté, un voleur de pommes ou de croissants, mais certainement pas ceux qui nous asservissent et qui détourne nos millions enfermés dans les caisses de leur État.

États généraux de la prison

Ou l'injustice qui n'en finit pas.

Vendredi 20 octobre 2006, fait inédit jusqu'à présent, l'Observatoire international des prisons rendait publique la première consultation des différents acteurs du monde carcéral: prisonniers, surveillants, juges, avocats, familles et travailleurs sociaux.

Le taux de participation des prisonniers dépasse toutes les espérances. 32 % des prisonniers de France ont pris le temps de répondre au formulaire, ce qui permet d'avoir un échantillon assez représentatif de cette population pour les sondeurs.

Et qu'apprend-on d'un tel sondage? À vrai dire, presque rien… Quiconque s'est un minimum intéressé au sujet a l'impression de relire un texte déjà lu. Ce sont toujours les mêmes « insatisfactions » qui reviennent. Cela deviendrait presque lassant à réentendre si l'inhumanité des conditions dans lesquelles vivent les prisonniers n'était pas aussi révoltante: manque d'accès à des sanitaires descents, constant manque d'intimité, survie financière, arbitraire de l'administration, éloignement géographique par rapport aux proches, surpopulation, promiscuité, saleté, difficulté d'accès aux soins (plus particulièrement le suivi psychiatrique), suicide, manque de préparation à la sortie, etc. Même si l'ordre de priorité varie selon les acteurs, tous s'accordent pour dénoncer la situation.

Bien entendu, le ministre de la Justice, Pascal Clément, a annoncé (la veille de la publication du sondage) la future application des normes européennes relatives à la prison et donc la création d'un « contrôle externe indépendant des prisons » qui verra le jour en 2007 (voir *Le Monde* du vendredi 20 octobre).

Les résultats du sondage doivent être soumis aux différents candidats à la présidence de la République de 2007 afin de les interroger sur le sujet. Mais franchement, qu'attendre d'eux? Ils sont bien trop occupés à justifier leur autorité prétenduement légitime en l'axant sur la répression plutôt que la réinsertion. Et de toute façon, qu'en auront-ils à faire des privés de droits civiques? Ils n'ont rien à leur apporter, ils ne peuvent pas voter. Peut-être en 2012, après l'application des nouvelles lois sécuritaires qu'ils nous promettent: la population carcérale ayant tellement augmenté, à un point tel que chaque citoyen aurait au moins un proche derrière les barreaux, alors l'enjeu deviendrait politique, mais pas avant.

L'absurdité de la morale judéo-chrétienne dans laquelle baigne la société française ne peut ni admettre la remise en cause de la loi du talion, ni celle du châtiment, ni celle de la repentance. Rien à faire que la prison soit une école de la récidive. Rien à faire qu'elle détruise l'équilibre psychique et physiologique de l'individu. « Ils doivent payer », « comprendre qu'ils ne seront pas impunis ». Quel raisonnement simpliste… et quel fatigue d'avoir constamment à le contredire encore et encore. Parmi les principaux facteurs de la délinquance, on trouve toujours les inégalités économiques et sociales et les densités de populations importantes. À celles et ceux qui voudront résoudre le problème de la surpopulations des prisons, de s'attaquer à ces causes, et par conséquent, de remettre en cause nos sociétés.

Et combien même seraient-elles utiles vos prisons que nous n'en voudrions pas. Le bétail n'en vient jamais au suicide pour fuir l'enclos. L'être humain si, car l'emprisonnement est tout simplement en contradiction avec son humanité. Elle est la consécration de l'exclusion la plus antisociale qu'un être condamné à vivre en société puisse subir. Elle le détruit. Elle le tue. Elle le prive de liberté en prétendant garantir celle des autres. Il n'en est rien, la récidive le prouve. Qu'on se le dise, aussi bien chez les avares que chez les humanistes, à travers la prison nous payons une activité inhumaine complètement inutile…

Tit Nathan débile

Groupe Idées noires de la Fédération anarchiste

Israël-Palestine

Un jour sombre de plus

Un objecteur de conscience et une militante du collectif Anarchists Against the Wall condamnés

Le 15 octobre fut un jour sombre de plus pour les antimilitaristes et antiautoritaires en Israël et en Palestine. Ce même jour a vu partir en prison une militante palestinienne active au sein du collectif des Anarchists Against the Wall et un jeune objecteur de conscience qui a refusé de porter l'uniforme de l'armée israélienne.

Omri Evron a été condamné à quatorze jours d'emprisonnement lorsqu'il a annoncé son refus de faire son service militaire. Il s'est vu envoyé en isolement pour refus de porter l'uniforme et d'obéir aux ordres. Dans sa lettre de refus, ce jeune militant a écrit :

« Mon refus d'engagement se fait en protestation contre l'occupation militaire de longue durée de la population palestinienne, une occupation qui approfondie et cimente la haine et le terreur entre les peuples… Je refuse de servir une idéologie qui ne reconnaît pas les droits de tous les peuples à l'indépendance et à une coexistence en paix. Je ne suis en aucun cas prêt à contribuer à l'oppression systématique d'une population civile et à la privation de leurs droits telle que le fait le régime d'apartheid et l'armée israélienne dans les territoires occupés. Je suis outré par la privation de ressources et l'incarcération de millions de personnes derrière des murs et des checkpoints… Je refuse de servir les industries d'armes, les multinationales, les prospecteurs avides, les prêcheurs du racisme, et des dirigeants cyniques qui se chargent de faire avancer la souffrance et qui volent les droits humains fondamentaux. Je refuse de tuer ! Je refuse d'opprimer ! Je refuse d'occuper ! ».

Des messages de solidarité peuvent être envoyés à Omri à l'adresse suivante :

Omri Evron (Military ID 6153157)
Prison 4
Military Post 02507
IDF, Israël

Ce même 15 octobre, Layla Tripoli, militante palestinienne contre le mur de séparation et l'occupation israélienne, a commencé à purger sa peine de trois mois de prison. Layla est une militante pour la paix entre les peuples et applique ses convictions dans sa vie. De par ses mots et ses actes, elle a été ciblée comme menace et elle a été interrogée à plusieurs reprises par les services secrets israéliens et harcelée maintes fois par la police et l'armée.

Layla s'est faite arrêter plusieurs fois durant des manifestations en Palestine. Elle a été accusée de trois motifs d'inculpation, y compris violence envers un policier. Elle avait onze autres accusations en attente.

Comme le cas connu trop souvent en France, au procès de Layla les policiers et soldats ont changé leur témoignage, garantissant l'inculpation de la militante. Sur suggestion de son avocat, Layla a plaidé coupable en échange d'un jugement moins sévère et l'annulation de ses onze autres inculpations.

De par son travail dans le village palestinien de Budrus, Layla est à l'initiative d'un projet qui lie la lutte écologique et la lutte contre la séparation des Israéliens et Palestiniens. Ainsi, des ateliers de Bio-Falha, une méthode qui mélange l'agriculture biologique et l'agriculture traditionnelle palestinienne, sont proposés. Ce projet, qui a amené de nombreux Israéliens à Budrus, combat l'occupation de façon directe : en anéantissant la séparation entre les Israéliens et les Palestiniens.

Des messages de solidarité peuvent être envoyés à Layla par e-mail à supportlayla@gmail.com ou par courrier :

C/o Lior Vered
P.O. Box 350
Reut 71908
Israël

Le secrétariat aux relations internationales de la Fédération anarchiste

Militante du collectif Anarchists Against the Wall, main dans la main avec une Palestinienne, lors d'une marche pacifique.

La réalité cachée de la co-infection sida (HIV) – hépatite C (VHC)

ou le retour du tri entre les bons et les mauvais malades

Selon un exposé présenté par le président de l'ANRS[1] à Act-UP Paris, dans un contexte où le gouvernement se désengage de plus en plus sur le secteur de la recherche, la problématique causée par la co-infection VIH/VHC relève de plus en plus de l'urgence. En effet, sur 40 000 Français et Françaises co-infectés, 8 000 sont déjà au stade de cirrhose, 8 000 seraient traités par le dernier traitement (Interferon Ribavirine, souvent très pénible à supporter quand il n'est pas accompagné par de l'EPO, un tonique que peu d'hôpitaux acceptent de prescrire) et peut-être, selon les labos, 1 600 guéris. Mais, peut-on vraiment leur faire confiance, quand on sait par expérience qu'ils ont souvent tendance à confondre intérêt financier et avancée de la recherche ? Or, les 8 000 co-infectés en état de cirrhose, sans l'intervention d'une greffe du foie sont en danger de mort, puisque la survie estimée sur une décompensation en cas de co-infection est de 14 mois en moyenne. Mais, depuis le début des essais de greffes sur les co-infectés en 2001, seulement 50 interventions ont eu lieu en France ! La recherche et des labos traînent des pieds pour travailler sur la co-infection avec l'ANRS. Pour sa part, le gouvernement néglige ces 40 000 malades et, de leur côté, les associations hépatites se montrent très timides sur le sujet de la co-infection sida/VHC. Les personnes séropositives leur font-elles peur ? Alors, y aurait-il de bons et de mauvais malades touchés par l'hépatite C ? De plus, il faut ajouter que la co-infection est souvent présente sur des sujets anciens toxicomanes. Évidemment, ça a de quoi effrayer les chercheurs et les laboratoires qui, au lieu de l'éthique, s'inspirent plutôt de leurs conceptions étriquées, réductrices ou moralisatrices. Quand on pense que certains d'entre eux se réclament du serment d'Hippocrate, ils ne manquent pas d'air ! De fait, la question des nouveaux traitements piétine et pendant ce temps, les labos s'enrichissent en tournant leurs innovations sur les maladies prétendues « saines… », ou « politiquement correctes », ou encore, qui rapportent gros. Les gros labos engrangent chaque année des milliards de bénéfices, tandis que les séropos touchés par le VHC crèvent, tout comme les oubliés des pays du Sud. De quoi faire un bon rejet et précipiter dans le désespoir certaines personnes touchées et se sentant particulièrement délaissées. C'est pourquoi nous, anarchistes, avons également un rôle à jouer concernant ce problème, comme sur tous ceux qui touchent en général à la santé, pour exiger sur accès égal aux soins pour toutes et tous, quand bien même ce serait par des actions musclées, puisqu'il faut croire qu'il n'y a que ce type de langage que les gros labos comprennent !

Patrick Schindler

militant au groupe Claaaaaash de la Fédération anarchiste et à Act-UP Paris

1. Agence nationale de recherche sur le sida et les hépatites virales.

Quand l'autruche éternue…

Les rois du rire

Tirant tête hors du trou, qu'entends-je ? Raffarin, de retour ! Dire qu'il nous a manqué serait exagéré, mais cet homme, pour l'autruche, fut en son temps précieux, un vrai réservoir à clowneries. Il revient, il est très content, surtout, il est en forme : **« Les forces de la France sont au cœur des Français. »** Quel talent… Une autre ? **« Je ferais face aux diviseurs qui sont les agresseurs de l'espoir. »** Impayable.

Ceci dit, dans le domaine de l'absurde, Raffy a du souci à se faire, la concurrence est rude. Bien placé, Fillon continue de souffler sur les braises sociales, histoire de rassurer les patrons sur la volonté de l'Ump de casser les 35 heures. **« Au total, celui qui voudra rester aux 35 heures le pourra, celui qui voudra travailler pourra le faire. »** On en conclura que pour lui bosser 35 heures, c'est pas vraiment bosser. Les 35 heures de sommeil ? Je suis pour.

Le même Fillon qui, rappelons-le, depuis qu'il s'est fait lourdé lors de l'arrivée de De Villepin, est passé du chiraquisme mou au sarkozysme féroce, préfère nous prévenir qu' **« avec ces réformes, franchement, il ne restera pas grand-chose des 35 heures ».** Merci, on avait compris.

Une assez rigolote aussi, quoi que je ne lui confierai pas mon chien, c'est la Nadine Morano, l'ultrasarkozyste de choc : **« Il faut stopper le soldat Debré ! »** s'est-elle exclamée, lassée des multiples attaques dont son champion serait la cible, de la part du président de l'Assemblée. Malheureusement elle ne nous dit pas si on a enfin retrouvé la 7e compagnie.

Soyons juste : à gauche aussi, ils ne manquent pas de comiques, lesquels peuvent donner toute la mesure de leur talent grâce au show précampagne, produit par le PS. **« En un, le social, en deux le social, en trois le social »** a ainsi décliné (c'est le cas de le dire) DSK, définissant ainsi ses trois priorités. Du De Funès dans le texte. Mais sa véritable référence, à Strauss-Kahn, en matière d'humour, il semble que ce soit Alphonse Allais. Ainsi le candidat propose-t-il, pour contourner le coût foncier, de **« créer de nouvelles villes, à l'écart de celles qui existent ».** Où ça ? À la campagne ?

Un qui a comme vocation, paraît-il, de nous faire rire, mais qui commence sérieux à nous fatiguer autre chose que les zygomatiques avec sa fierté-d'être-français et autre nationalisme à destination des cités, c'est Jamel Debbouze. Ce type qu'on a pas entendu, pas vu, durant les émeutes de 2005, qui, dès le couvre feu instauré a fait la tournée des quartiers en chantant ses cantiques à la gloire du Suffrage Universel, continue de répéter, à propos des jeunes de banlieue, que **« c'est en allant voter qu'ils entrent vraiment dans la bagarre ».** Il sait de quoi il parle, Jamel. Toute sa vie il s'est bagarré pour passer sur TF1.

Dans le registre du non-drôle, du qui, même, fout la trouille, on ne saurait se quitter sans citer Monsieur Déloyal, vedette des vedettes, j'ai nommé Sarko l'homme-tronc qui se frotte les mains en regardant tout ce cirque : **« Si la France n'a que le problème Le Pen, ça va être soluble. »** Dans quoi ? Dans le sarkozysme. Du coup on ne rit plus du tout.

Frédo Ladrisse

… c'est toute la jungle qui s'enrhume

Brèves de combat

Lourdes peines pour avoir volé 3 croissants

5 garçons accusés de vol en réunion avec violence ont essuyé 8, 4 et 2 mois fermes pour avoir volé quelques viennoiseries, barres chocolatées et canettes de Coca, dans une boulangerie proche de Grenoble. Les avocats de la défense ont un sentiment de « démesure sans rapport avec l'importance des faits commis ». Pour nous, c'est plus qu'une impression…

Le petit rat et sa rate condamnés

L'ancienne mairesse de Vitrolles et son petit rat de mari ont été condamnés par le tribunal correctionnel de Marseille à une amende de 8 000 euros et à une interdiction du droit de vote durant un an (2 voix de moins pour Mégret !). Kif-kif pour quatre anciens cadres de la municipalité, pour avoir détourné 74 600 euros qui ont servi à faire la propagande fascho du MNR. Réaction du rat : « il ne s'agit d'une décision de justice, mais un règlement de compte politique pour une affaire de timbres poste remboursés » Et pourquoi pas comme la célèbre réplique dans le Père Noël est une ordure « pour une sombre histoire de fourrure empruntée et rendue tâchée » ?

Les ONG dans le collimateur de Poutine

Après la mise au pas de la Douma, des médias et des gouverneurs, les ONG sont les dernières institutions libres en Russie, et il s'agit maintenant, pour le gouvernement de réduire leur champ d'action. Selon la présidente de l'ONG américaine Human Rights Watch à Moscou : « C'est très dangereux pour la Russie d'aujourd'hui : le gouvernement affaiblit les institutions qui pourraient faire pression pour une plus grande transparence. La Russie est en train de mutiler sa société civile ». C'est le moins qu'on puisse dire, depuis l'assassinat de la journaliste spécialiste de la guerre en Tchéchénie.

Bruits de bottes en Europe de l'Est

La coalition Ataka, formation anti-Roms, anti-turque, anti-sémite et anti-occidentale a de fortes chances de passer le premier tour des élections bulgares, tandis que selon les experts politiques « jamais, depuis la chute du communisme, la Bulgarie n'avait connu de formation xénophobe extrémiste ». En Pologne, le parti conservateur Droit et justice des frères Kaczynski a réalisé une coalition, avec entre autre, la Ligue des familles polonaises qui revendique sa filiation avec les nationaux démocrates, un mouvement nationaliste violemment antisémite de l'entre-deux-guerres. Enfin, même cas de figure à Bratislava, en Slovaquie et les ultranationalistes roumains de Romania Mare ont marqué 12,92 % des suffrages aux législatives. Quand on dit que les élections sont un piège à cons (c.f. la percée du parti nazi en 1933) !

La condition des femmes polonaises

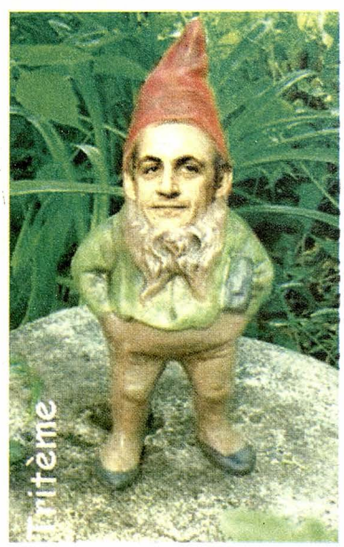
Tandis que le précédent gouvernement de gauche libérale avait renoncé à légaliser à nouveau l'IVG sous la pression du clergé, l'église est devenue dominante depuis quinze ans sur tous les aspects de la vie quotidienne des Polonais. Mais depuis 1 an de gouvernement conservateur, l'image de la femme se limite au rôle de femme au foyer et de mère, surtout dans les médias. Fait nouveau, de plus en plus de femmes célibataires subissent une pression pour se marier jeunes. Après 25 ans, rester seule devient suspect. Enfin, dans le discours dominant, l'homosexualité est une maladie, tandis que les agressions sont de plus en plus nombreuses, même si le gouvernement en place n'a pas réussi à interdire la gay pride, grâce à la pression de l'UE.

Une centaine de sans-papier occupent un local municipal

21 familles originaires de Russie, Bulgarie, Ukraine, Algérie ou Sri Lanka, pour la plupart sans papiers, ont dû quitter leurs hôtels, financés jusqu'alors par les collectivités locales, pour se retrouver à la rue. Beaucoup font l'objet d'un avis de reconduite à la frontière. Le 19 octobre, après une nuit sans sommeil, la centaine de femmes, d'hommes et d'enfants ont investi des locaux municipaux, rue des Lois, à trois cents mètres de la place du Capitole. A la mi-journée, le maire (UMP) de Toulouse a jugé « inacceptable » l'occupation de locaux municipaux et au préfet de procéder à une évacuation. Pour le maire de Toulouse, il revient à l'État de résoudre la situation des sans-papier… Ben voyons, le jeu de revoie de la patate chaude !

Sarkopen se pète un texte par jour !

Hier il voulait en faire voter un pour que : « tous les individus qui porteront atteinte à l'intégrité physique de policiers, gendarmes et pompiers soient renvoyés devant les assises ». Un an après les émeutes de 2005 il a déclaré : « Il faut arrêter d'exciter les choses en créant artificiellement des problèmes et de faire de la publicité à des gens qui n'en ont vraiment pas besoin. Toute cette agitation médiatique autour de ce pseudo-anniversaire n'a aucun sens. Ne créons pas les conditions artificielles d'une agitation qui n'a pas lieu d'être ». Ca lui va bien, lui qui a convoqué toute la presse pour son show médiatique raté aux Mureaux, il y a quelques jours… Il a la mémoire aussi courte que sa taille… Ca le rend agressif et hargneux. Un conseil d'ennemis : il faut qu'il songe à remplacer la coc par du Déroxat…



Sarko-Police
Au secours !

Plus s'approche la campagne électorale de l'élection présidentielle, et plus la police du prétendant à la plus haute fonction de l'État se fait active. La traque aux sans-papiers paraît être l'unique priorité, les enfants de parias n'étant pas épargnés.

Au travers de cette politique du rejet, la volonté est forte de convaincre les citoyens de ce pays que leur avenir dépend d'un nettoyage ethnique qui ne dit pas son nom. Comme si la marginalisation d'une partie de la population pouvait assurer le bien-être de tous les autres.

Depuis la répression conduite contre le mouvement de Mai 1968, nous avons connu plusieurs de ces ministres de l'Intérieur aux appétits de pouvoir surdimensionnés. Le plus dangereux d'entre eux, Raymond Marcellin, ancien fonctionnaire du pouvoir de Vichy qui, de l'été 1968 au printemps 1974, estimait que l'ordre public était inséparable de l'ordre moral. Avait suivi, de 1974 à 1977, Michel Poniatowski, homme-lige de Giscard, sous l'autorité duquel avaient été inaugurées ces opérations coup de poing destinées, déjà, à terroriser les banlieues. Même ses collègues du gouvernement estimaient que ce ministre de l'Intérieur ambitionnait de remplacer le mot « liberté » par celui de « sécurité ». Plus modeste, Christian Bonnet, aux manettes place Beauvau, de 1977 à 1981, laissera sa place dans l'histoire répressive par la provocation montée contre les ouvriers sidérurgistes manifestant dans Paris, le 23 mars 1979. C'est aussi la période où il devint évident que les éléments ouvertement fascistes opéraient dans la police.

Au fil des alternances, le pouvoir du moment a toujours désiré donner le sentiment que la police française est soucieuse de faire respecter les institutions de la République. Ce ne sera qu'une apparence sous les deux proconsulats de Charles Pasqua (1986-1988 et 1993-1995), lorsque les bavures se multiplieront, du fait de policiers confortés dans leur impunité par un ministre qui se revendiquait toujours de la résistance gaulliste, alors que son action relevait surtout d'une pratique de nature plus conspirative qu'authentiquement politique, plus mafieuse que réellement sécuritaire.

Certes durant ces vingt-cinq dernières années, la France a connu plusieurs ministres de l'Intérieur se parant des couleurs du socialisme. C'est ainsi que nous avons vu à l'action Gaston Deffere et Pierre Joxe, moins pires que leurs prédécesseurs, mais également Jean-Pierre Chevènement et Daniel Vaillant, tout à fait insupportables et désireux de démontrer qu'ils étaient tout aussi capables de réprimer que les plus réactionnaires des ministres policiers de la droite classique.

En mai 2002, lorsque Nicolas Sarkozy accède à ce poste stratégique, ses deux prédécesseurs socialistes lui ayant facilité la tâche, il devient évident que, pour cet ambitieux forcené, il ne s'agit plus uniquement d'assurer l'ordre public mais de conquérir le pouvoir. D'un discours à l'autre, la tentation bonapartiste se fait jour, sans la moindre équivoque. De même est évidente, au travers du discours ultranationaliste, une volonté à peine voilée de mettre à plat les conquêtes sociales fruits d'un siècle de luttes ouvrières. Lors de son discours de Périgueux, le 7 octobre dernier, Nicolas Sarkozy remettait en cause l'existence des associations, comme l'avait déjà tenté Raymond Marcellin, en 1971.

L'élection présidentielle d'avril 2007, bien plus qu'une consultation électorale, représentent un risque majeur pour le pays des Droits de l'homme. Personne ne sera à l'abri face à l'ambitieux politicien qui ne connaît pas le sens du mot démocratie.

Bien sûr, il faut éviter d'être excessif, comme la « rappeuse » marseillaise Keny Arkana qui dans un titre « Nettoyage au Kärcher » n'hésite pas à lancer :

« Zorro est arrivé, un Sarko totalitaire
N'oublions pas que c'est par les urnes qu'est arrivé Hitler… »

Pas de gros mots hein ! Surtout pas d'anticipation cauchemardesque. Nicolas Sarkosy n'est encore qu'un apprenti dictateur, un petit Bonaparte qui n'aura que l'avenir que les Français lui donneront.

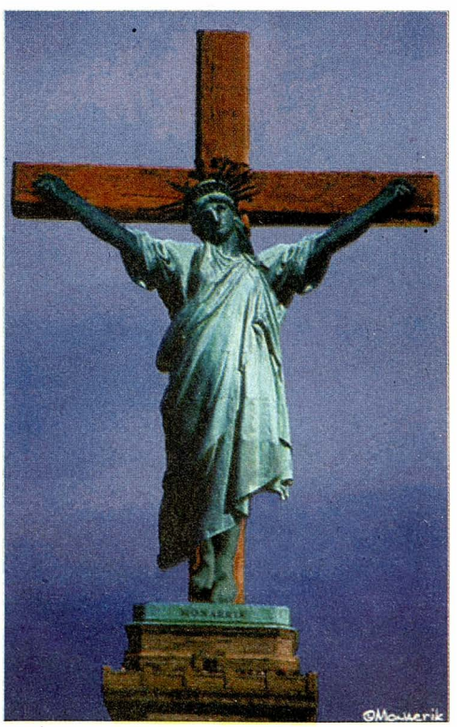
Une certitude. Dans l'attente de la prochaine élection présidentielle, il faut être bien convaincu que le candidat Sarkozy ne négligera aucune provocation policière pour assurer sa victoire dans les urnes, ou par d'autres moyens, qui lui permettraient de mettre le pays à sa botte.

Maurice Rajsfus

"Les forces de police ont besoin d'être considérées, respectées, j'allais dire aimées."

Nicolas Sarkozy

Monseigneur Redeker



Et je vis, sur un trône de gloire, la Très Sainte Trinité, le Bakounine, le Kropotkine et le Saint-Proudhon. Et l'archange Jacob, déposant sa pince-monseigneur, me demanda : « Quelle est ta requête ? Parle, n'aie crainte. » Et je dis que nos âmes sont dans la nuit. Car voici, un homme a parlé. Monseigneur Redeker a répandu des paroles de fiel sur l'Islam. Et, offensés, des disciples de la Soumission, qui est le sens du mot Islam, lui ont juré la mort. Et Monseigneur Redeker vit caché, et ne montre plus sa face au soleil, par peur de la mort qu'on lui a juré. Nos âmes sont dans la nuit, car, si Notre Père l'Anarchisme nous édicte de défendre quiconque n'est attaqué que parce qu'il a parlé, en particulier s'il a parlé pour attaquer une religion, Notre Mère l'Anarchie nous a rappelé que Redeker a de la boue dans le cœur. Redeker affirme dans le Figaro que le judaïsme et le christianisme sont religions de pardon, et que « aucune des fautes de l'Église ne trouve ses racines dans l'évangile. Le retour à Jésus est un recours contre les excès de l'institution ecclésiastique ». Mais il n'est si petit enfant qui ne sache que la Torah du judaïsme est un récit de massacres, parfois commis par Dieu lui-même. Il n'est si petit enfant qui ne sache que jamais Jésus n'a condamné ces récits dans les Évangiles, qui ne sache que jamais Jésus n'a affirmé qu'il n'existait pas d'enfer pour les incroyants et les infidèles, qui ne sache que le christianisme a mis en esclavage, torturé et assassiné. Le Coran respire le sang et la haine autant que la Torah et nul n'a vu Benoît XVI excommunier les militaires et exiger le départ des chapelains des armées.

Et le Bakounine, le Kropotkine et le Saint-Proudhon se cachèrent à ma vue dans un tourbillon de feu. Et, voici, l'archange Jacob sortit une bouteille de vin de messe de sous son aile et me proposa un petit canon de rouge en attendant. Et, à propos de Redeker, il me parla des royaumes et des chefs d'escadrilles. Et le tourbillon de feu s'apaisa, et je vis Notre Protectrice la Très Sainte Louise. La voix de Louise éclata, comme le tonnerre dans les champs de concombres, comme l'éclair sur la maison du mauvais larron :

« Ne sais-tu donc pas que ton Jésus a dit '' heureux les pauvres d'esprit car le royaume des médias est à eux '' ? Ne sais-tu donc pas que s'il fallait fusiller les imbéciles, les rats et les termites hériteraient de la terre ? Quelles rivières de sang couleraient s'il fallait qu'on assassine tous ceux qui trempent leur plume dans le vomi des chiens ! Es-tu tenté de dire '' laissez les morts enterrer les morts, laissez les bigots assassiner les bigots '' ? Souviens-toi que même un bigot est un être humain, souviens-toi que laisser les fous à turban assassiner les fous à bonnet carré, c'est leur donner le couteau pour te trancher la gorge.

«Mais souviens-toi de même qu'un homme soit menacé de mort n'entraîne pas qu'il ait raison, qu'il doive vivre caché là où chacun vit où il veut n'entraîne pas qu'on doive l'approuver. Redeker a autant le droit d'écrire que nous avons le droit de l'insulter. Qui n'insulte une religion que pour en recommander une autre, celui-là n'a dans la bouche qu'une mare à purin. Redeker a droit, en égale mesure, à la protection et à l'exécration.

En vérité, en vérité je te le dis, les fous à turban assassinent et menacent d'assassiner parce qu'ils savent que sur leurs terres mêmes l'athéisme gagne. Bois à la fontaine de toute vérité, l'Internet, vois les Iraniens de homa. org, qui te montreront des vidéos des lapidations en terre d'Islam, vois Atheturk le site des athées turcs, vois les Français d'Islamla. com. Lis les bons auteurs, lis Ibn Warraq de seculaislam. org qui a rassemblé les témoignages d'athées d'origine musulmane, lis Pascal Boyer qui, dans « Et l'homme créa les dieux », explique pourquoi les religions sont de si efficaces parasites de l'esprit humain. En vérité je te le dis, c'est lorsque les religions meurent qu'elles mordent le plus. Quand le catholicisme a-t-il été plus brutal qu'à la naissance du protestantisme ? Si des islamistes tuent, c'est parce que l'Islam meurt. Tends la main aux Arabes, aux Iraniennes, aux Turques qui tendent le poing à l'Islam : elles en sont où en était le chevalier de la Barre ! Mais tends la poubelle à Redeker, qu'il retourne de là où il vient. Vivant. »

Nestor Potkine

qui, dans les ténèbres de l'obscurantisme, lit le Monde libertaire *à la lueur de son auréole.*

Entreprises autogérées
Mythes et réalités

Daniel
Groupe Gard-Vaucluse de la Fédération anarchiste

Les entreprises récupérées d'Argentine ont fait couler bien de l'encre et de la salive, et ce n'est pas fini ! Les anarchistes français au moins, qui n'ont pas échappé à cet enthousiasme, sont pourtant beaucoup plus circonspects lorsqu'il s'agit d'entreprises récupérées et/ou créées sous forme de coopératives ou d'associations dans leur propre région. Les lointaines «Fasinpat» (FAbricas SIN PATrones) ne vaudraient-elles que loin d'ici ?

A comprendre le processus qui aboutit à des réappropriations en Argentine, on prend conscience combien ces situations de lock out et de délinquance patronaux se retrouvent ici aussi. Pourtant, les réponses apportées ne sont pas les mêmes, le contexte étant différent. Plusieurs facteurs l'expliquent : il y a le très fort taux de chômage et de misère en Argentine et la maltraitance d'État pour les sans emplois, le soutien concret et solidaire des quartiers et du mouvement social… En France, la pesanteur idéologique de la double vision de l'État jacobin et providence phagocyte les réponses du mouvement social, à situation similaire. Interrogé au cours d'une intervention le 1er mai 2005 à Nîmes, un ex-travailleur de l'usine de riz Lustucru d'Arles - qui a fermé-, racontait comment l'idée de créer une coopérative de production pour reprendre l'outil de travail était venue trop tard, alors même que les organisations syndicales échouaient dans leurs stratégies à faire intervenir «les pouvoirs publics» dans le conflit. Plus récemment, en janvier 2006, un conférencier dans une réunion d'Attac à Bagnols sur Cèze (Gard), qualifiait l'autogestion de « terme propre aux néolibéraux". Cette approche -celle de la gauche politique, sociale et syndicale française- qui privilégie la réponse d'Etat ou les vertus du capitalisme humaniste, ne favorise donc pas un courant de sympathie pour la réappropriation sociale. Pourtant, l'offensive autogestionnaire (1) serait souvent crédible si on la compare aux promesses des préfets et autres députés maires « qui-feront-tout-leur-possible-pour-maintenir-le-bassin-d'emploi », mais qui s'effacent devant les pouvoirs économiques.

En France, le secteur coopératif de production emploie 37 000 salariés. Le principe d'une scoop est d'associer des travailleurs qui sont détenteurs des parts sociales. Associés majoritaires, les salariés détiennent au moins 51 % du capital social et 65 % des droits de vote. Au cours des assemblées générales, chaque travailleur, quelque soit le nombre de parts détenues, a une voix pour participer aux décisions. Les bénéfices reviennent d'abord aux salariés sous des formes diverses et à l'outil de travail pour le pérenniser. À partir de ces règles techniques et administratives simples, il y a sans doute bien des cas de figure en fonction des initiateurs du projet. Cela doit aller d'une entreprise dont la forme coopératiste n'est qu'une adaptation au marché capitaliste, à des pratiques plus ou moins poussées de socialisation réelle et de démocratie directe, d'autogestion. Comme dans le secteur associa-

tif, où le dépassement voire l'affranchissement du cadre imposé par les autorités (statuts, garanties légales, etc.) est possible, en tous cas souhaitable, les engagements idéologiques à caractère émancipateur semblent faibles.

Et il faut dire qu'au fil du temps, les entreprises récupérées (il n'y en a pas qu'en Argentine) panachent elles aussi de nombreux types de fonctionnements qui vont de l'autogestion à des formes particulières d'hétérogestion orthodoxes. Pourtant, le soutien international à ce mouvement, qui n'est pas à l'abri des divisions idéologiques entre partisans du « contrôle d'état » et ceux de l'autonomie des coopératives, se fait souvent sans recul, dans son enthousiasme. Il faut donc se poser des questions : pourquoi un tel appui pour un mouvement argentin qui n'a jamais dépassé les 170 entreprises ? Y-a-t-il une attente ? Qu'est ce que le statut coopératiste permet, en France, du point de vue autogestionnaire intégral et libertaire ? Quelles perspectives libertaires nous proposent les coopératives dans un contexte de lutte des classes qui se durcit encore plus ?

Une nécessaire réflexion pour aller vers des prises de position doit permettre d'éviter la fascination parfois romantique pour les coopératives autant que le rejet systématique et sans nuances. Il faut questionner la démarche coopératiste qui peut offrir des issues à des luttes ouvrières qui sont presque toujours dans l'impasse de l'intervention étatique. Il s'agit bien d'obtenir des réponses porteuses d'émancipation à des problématiques qui relèvent de l'autogestion et des luttes sociales. Plus que jamais, l'autogestion peut-être à la fois un outil de rupture idéologique avec les partisans du tout État ou du capitalisme même aménagé, une méthode de construction sociale et populaire vers l'autonomie, et une issue potentielle à des luttes trop souvent sans espoirs. **D.**

1 - L'autogestion ne doit pas être limitée au seul champs productif. Elle est méthode autant que finalité, et intéresse tout le champs social, culturel, politique…

Coopératives de production Une histoire d'adaptations

Daniel

Groupe Gard-Vaucluse de la Fédération anarchiste

Les sociétés coopératives de production sont nées, comme les premières caisses de secours préfigurant les sociétés mutuellistes, de la nécessité parmi les travailleurs et des pensées utopiques avant même les balbutiements de la révolution industrielle. En France, dès 1834, une Association des bijoutiers en doré apparaît comme la première coopérative de travailleurs en France. Ces associations de travail, qui sont surtout des unités de production, partagent une structuration qui repose sur des travailleurs associés détenteurs du capital et qui décident tout eux-mêmes.

Le développement des coopératives de travail connaît un fulgurant essor après la révolution de 1848 dont découle le droit de créer des associations. Mais il faut attendre la loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés pour voir l'État leur reconnaître une place à part entière. Elles obtiennent que des parts leur soient réservées dans les marchés publics. Dès lors, les coopératives n'auront de cesse de chercher à occuper une place plus grande dans la vie économique et sociale.

Il faut attendre les 8,9 et 10 juillet 1900 pour voir le « mouvement » se fédérer. La chambre consultative des Associations ouvrières de production (AOP), créée en décembre 1884 et qui s'est dotée d'un journal (*l'Association ouvrière*), tient son premier congrès, et regroupe alors une centaine de coopératives. Elle affirmera la nécessité d'étendre l'influence de la coopération, l'objectif d'abolir le salariat (« une survivance de l'esclavage ») par l'alternative coopératiste inspirée par la tradition associationniste du socialisme français (Cabet, Fourier, les phalanstériens…). Une pensée tirée de l'œuvre

de Charles Fourier lui tient lieu de devise: « Travail, capital, talent ».

En même temps que les coopératives se diversifient et se développent (elles sont 167 en 1901, 280 en 1914), le mouvement assoit la règle de la répartition des bénéfices aux ouvriers, associés ou non. C'est aussi une époque où la coopération (de la production et de la consommation) et le mutuellisme, divisés, connaissent des débats intenses. Les relations avec le monde syndical sont tendues en raison du statut des travailleurs coopératistes, associés au capital de l'entreprise et rémunérés pour cela. L'après-guerre qui verra la naissance d'un régime aménagé pour bénéficier aux coopératives, sera marqué par les soubresauts économiques et politiques. En 1923, un accord intervient entre la Chambre consultative et la CGT qui dédouane les ouvriers coopératistes de faire grève. La Chambre consultative des AOP se joindra à la CGT pour lancer un appel à la grève générale après le coup de force des fascistes du 6 février 1934. Sur un plan plus international, les coopératives se développent dans 40 pays, et se sont dotées d'une Association Coopérative Internationale (ACI). Si Léon Blum, en 1936, réaffirme la nécessité d'associer les coopératives aux travaux suite aux appels d'offre publics, les progrès sociaux (baisse du temps de travail, congés payés, augmentations...) laisse le « mouvement » amer; le temps lui a manqué pour constituer les fonds nécessaires à la concrétisation de ces avantages nouveaux.

La Chambre consultative des AOP, inspirée par la culture du Front populaire, se transforme en « Confédération générale des Scoops de France et des colonies » en 1937, et reste distante vis-à-vis du régime de Vichy. Fin 1945, il y a 584 Scoops en France. La Confédération se dote de structures de formation et d'encadrement afin de faciliter un développement régulier et pérenne. Des fédérations d'activités (bâtiment...) et des fédérations régionales se renforcent, le rapprochement avec le Crédit Coopératif pour financer les investissements donne naissance à la Banque Française du Crédit Coopératif (1969); ce sont des signes de stabilité et de développement. Ce développement doit beaucoup à des mesures législatives décidées par les gouvernements français auprès de qui les dirigeants de la Confédération Générale des Scoops interviennent fréquemment pour permettre les adaptations à une économie qui s'accélère. Aujourd'hui encore, les Scoops bénéficient de conditions fiscales spécifiques, ce que le patronat relève comme une distorsion dans la concurrence.

Un manque de reconnaissance ?

Le mouvement traversera les années soixante-dix avec plus ou moins de bonheur entre aspirations autogestionnaires non concrétisées et portées par des organisations politiques et syndicales avec qui le dialogue est plutôt symbolique, et clivages idéologiques dans la gauche qui ont des répercussions jusque dans la Confédération même. L'accession en 1981 de la gauche au pouvoir permet l'émergence du concept « d'économie sociale », ce qui favorise pour un temps les coopératives françaises qui sont au nombre de 1000. Les coopératives qui n'auront eu de cesse, tout au long de leur histoire, de mettre en application leur vision de progrès social au service des coopérateurs, ont souvent anticipé sur l'accès à la protection sociale ou la formation. Mais elles subiront elles aussi les coups de butoir d'une économie incontrôlée, associée à la période « gestionnaire » de la gauche française. Les délocalisations, le libéralisme qui devient ultra, le manque de reconnaissance - malgré ses actions de lobbying et de négociations- auprès du mouvement syndical, patronal et surtout de l'État... malmène le mouvement coopératiste de production, en mal de réponses. Mal prises en considération en souffrant d'une méconnaissance de l'opinion publique, les Scoops introduisent ces dernières années des modifications notables, avec le concours des pouvoirs publics, en permettant une nouvelle adaptation de leur statut, par le truchement des apports d'institutions par exemple (les SCIC) ou par l'ouverture du capital à des apports extérieurs.

Aujourd'hui, 1700 Scoops d'une taille moyenne de 21 salariés emploient 36000 personnes. Pour un chiffre d'affaires de 3,1 milliards d'euros, 77 % des Scoops sont bénéficiaires et elles offrent une stabilité de l'outil de travail qui reste forte. On relève que le taux de sociétariat, c'est-à-dire le taux du nombre de travailleurs coassociés, est très variable selon les branches d'activités: 44 % dans le secteur des services contre 83 % dans le secteur du bois, ameublement, carton, verre. La C.G.Scoops est structurée autour de 3 fédérations professionnelles et 12 délégations régionales. Au moyen d'un site internet (www.scoop.coop) et du magazine « Participer » qui parait tous les deux mois, la Confédération se donne les moyens d'une communication dont la finalité est de renouveler l'image de marque des coopératives de production. La Confédération n'a eu de cesse d'affirmer sa volonté d'être mieux prise en considération à travers une relation forte avec les institutions (État, collectivités locales...) dans son objectif de permettre à l'économie coopératiste de jouer un rôle plus large et de « faire reconnaître le concept d'une économie plurielle ». D.

Sources

- Des associations ouvrières aux Scoops de Mai, de Sylvie Zaidman, in « Autogestion, la dernière utopie? », Publications de la Sorbonne, 2003.

- « 1900-2000, un siècle de coopération », publication de la Confédération générale des Scoops, 2000.

DOSSIERS COOP

De l'économie sociale à l'

« Je constate que 10 % de la puissance économique et sociale adopte des s capitaliste ». C'est en ces termes que Jean-Louis Borloo, ministre de l'Empl lors de la XXVe rencontre du Crédit coopératif qui s'est tenue le 12 octobre

François Dibot

L'économie dite sociale entre dans l'histoire et pose ses galoches après plus de 206 ans d'allers et retours incertains.

On peut attribuer les premières expériences liées à l'objet de l'économie dite sociale aux projets et réalisations de Owen (1771-1858), Fourier (1772-1837) et Buchez (1796-1866).

Il est évident que les objectifs de ces précurseurs d'un entreprendre autrement furent d'une autre nature que la recherche effrénée de reconnaissance par l'État et le capital que mènent, à ce jour, toutes strates confondues, les champions de l'éco-alternatif, les guichets uniques du éco-socialement correct, les grands manitous du circuit court qui empilent à l'envie les intermédiaires consulaires et consorts…

L'économie dite sociale récupère enfin les agios de sa course effrénée vers le marché : un Conseil supérieur, une Conférence nationale de chambres plus ou moins consulaires, un Conseil des Entreprises… et un rattachement tambours battants au ministère de la Cohésion sociale. Si besoin était d'enfoncer le clou, le simple fait de parler de cohésion sociale instituée par voie ministérielle devrait suffire à présenter la place laissée à l'économie dite sociale, à savoir, dans le giron de l'État, sous contrôle. À sa place donc.

Et pour cause, l'économie sociale en tant que telle n'existe pas.

Économie ou expérimentation ?

Depuis plus de 200 ans en France, ont émergées des expériences diverses de structures, mutuelles de travailleurs (début 1800), coopératives de consommation (1815), coopératives de production (1848), bourses du travail (1887). Toutes recherchaient un but identique : se regrouper entre « non-possédants » pour résister au capital. A quelques nuances prêt, le combat était le même…

En 2006, le deuil est fait ; depuis 1981, la Dies est l'outil de dialogue entre les pouvoirs publics et l'économie sociale. Plus particulièrement pour les entreprises coopératives, la délégation assure le secrétariat du Conseil supérieur de la coopération, lieu de concertation et d'échange transversal entre le mouvement coopératif et le gouvernement.

Celui-ci vient de procéder à la transformation de la Délégation interministérielle à l'innovation sociale et à l'économie sociale (Dies) en Délégation interministérielle à l'innovation et l'expérimentation sociale en offrant des places de choix dans le Conseil supérieur à tous les grands réseaux coopératifs… qui se sont empressés de siéger, quitte à friser l'implosion en vol comme ce fut le cas il y a quelques semaines pour la Coordination nationale des CRES (S) (Chambres régionales de l'économie sociale) (et solidaire pour certaines).

L'économie dite sociale rejoint donc définitivement les rangs du libéralisme, domptée et soumise, elle revendique et reconnaît le terme d'expérimentation en lieu et place d'économie spécifique (sociale en l'occurrence).

La boucle est bouclée. Retour à l'expérience mais pour dynamiser le capital, développer des modes de production, rapprocher l'entreprenariat des couches qui n'investissent pas en bourse, réguler le marché de l'alternatif, réglementer le « autrement »

Le mouvement dit « économie sociale » est intégré aux évolutions du capital. Il en est partie prenante. En toute libéralité, nous sommes passé de la revendication au besoin de reconnaissance. Légitime. Incontournable.

La place du projet ?

Les précurseurs d'un « entreprendre autrement » avaient un tout autre projet de société. Il était alors avéré que la forme d'entreprise importait moins que le fond du projet qui mobilisait les porteurs de l'expérience. Les combats et négociations qui furent menés avaient pour objet de faire valoir une plus-value de l'homme « social », appartenant à un groupe d'où il se sentait exclu. Coopérer relevait de l'acte d'engagement politique pour assurer son devenir, participer, contrôler sa capacité à agir avec d'autres…

Un dénominateur commun à ces expériences transcende l'histoire : la corrélation entre le territoire d'action souhaitable et les savoir-faire à mettre en œuvre.

La géographie du projet intégrait les dimensions politiques : démocratie participative directe (comment participer au développement de l'économie locale, faire le lien entre l'offre et la demande sur des bases réalistes et appréhendables par tous).

Les métiers (ou savoir-faire) devenaient des forces de proposition : entraide et mutualisation de moyens pour évoluer et résister.

Une économie de type « sociale » aurait pu voir le jour, peut-être, si la dynamique « territoire/savoir-faire » n'avait pas été aspirée par la soif de pouvoir des corporations et syndicats divers… L'outil « coopératif » rejoint dès lors la boite de Pandore des usines à gaz réformistes en vogue : c'est l'apogée des socialistes autoritaires.

La démarche est alors comprise comme un aboutissement miraculeux qui doit pousser le capital dehors et promouvoir ainsi une nouvelle élite « consciente » et agissante, toute révolutionnaire… C'est l'époque de la dictature congénitale, les idées accouchent entre elles d'autres concepts fumeux qu'un « plus à gauche encore » reprendra à nouveau à son compte pour policer le rejeton et en faire le fils prodigue des soi-disant masses laborieuses… La sociale démocratie était née ! L'économie devait être « sociale » ou ne plus être.

expérimentation politique

**chémas qui n'adoptent pas strictement un caractère intrinsèque
i, de la Cohésion sociale et du Logement, a qualifié l'économie sociale
2005.**

Tout naturellement, le libéralisme « social » prit le pas rapidement afin de préserver les organisations socialisantes tout en affichant une différence d'avec l'ultralibéralisme. L'économie sociale était née en terme d'affichage…

Un homme, une voix et un pied au cul…

Dernière née, la SCIC (Société coopérative d'intérêt collectif), démontre si besoin était les tentatives de revenir aux fondamentaux :

- Première structure à disposer du droit à intégrer, dans son capital social, des collectivités. Retour au territoire.

- Dimension avérée d'utilité sociale pour son environnement de production. Retour au territoire.

- Synthèse entre la mutuelle et la coopérative par la création d'un collège d'« usagers » y compris pour de la production (clients). Retour aux notions de produits appréhendables par tous.

- Intégration de l'intérêt collectif dans l'énoncé. Retour aux notions de liens entre l'offre et la demande sur des bases réalistes.

Un homme, une voix, certes… mais avec des pourcentages bloqués de participation par type de collège (pas plus de 20 % pour les collectivités, par exemple). Une capacité à capter des subventions publiques, certes… mais un agrément délivré par la seule préfecture. Un entreprendre autrement, certes… mais obligation d'adhésion au réseau coopératif régional agréé par l'État.

Un condensé d'ouvertures en tout genre sous une chape de verrouillages. On est bien dans le modèle de l'outil au service de l'économique, pas dans le projet durable de développement local. Ou alors, on considère, encore et toujours, qu'un seul modèle de développement existe : le capitalisme dans sa version « sociale », ou l'État régule moins, décentralise en abandonnant le service public au bénéfice de l'intérêt collectif sous gérance privée, libéralise les services en validant de potentielles « innovations et expérimentations sociales ».

Un bon pied au cul à ceux qui pensaient qu'une « autre économie » pouvait exister, « sociale » ou non.

Le contrat de mutualité

Reste-t-il alors une place pour un réel « entreprendre autrement » ?

À n'en point douter, mais à la condition expresse de ne pas le chercher là où on a aucune chance de le trouver.

Il existe, en 2006, l'économie de marché (rentabiliser des investissements par le profit) et l'économie du secteur public (satisfaire l'intérêt général).

Il existe certes aussi, en 2006, des formes d'organisation du travail qui tendent à élargir le champs des investissements et le développement d'activités commerciales (coopératives, mutuelles et associations) dans l'économie de marché. Rien d'autre.

L'État dans le système en place ne peut fournir d'armes que pour sa propre survie. Tout produit tombé de ses propos sera voué à cannibaliser la bonne parole au bénéfice du capital. Tout mouvement qui cherche la reconnaissance du ventre en son sein reconnaît, de fait, qu'il n'entreprend rien « autrement » mais « avec ».

Point n'est besoin de s'inventer une voie nouvelle, une autre économie si on ne cherche pas à réellement interroger l'économie en tant que telle. Outil et non projet en soi, l'économie n'est finalement qu'un contrat passé entre des individus pour vivre ensemble. Ni plus, ni moins.

Charge à tous de contractualiser au mieux !

Les socialistes autoritaires ont vécu ainsi que leurs théories. Le communisme à fait long feu en toute logique. Il ne saurait être question de déplacer le pouvoir pour régler le problème. Il en passe donc par l'obligation de mutualiser et coopérer pour agir en tenant compte tant d'un territoire géographique cohérent que d'organisations de savoir-faire et de compétences où l'individu se réalise librement.

Ce n'est pas l'économie qui est « sociale » c'est l'homme qui est social. Charge à lui de se doter d'un réel projet. Personne n'y pourvoira à sa place. Surtout pas l'État.

Proudhon rappelait que : « Les finances sont à l'État ce que le râtelier est à l'âne. Supprimez l'attelage politique, vous n'avez que faire d'une administration dont l'unique objet est de lui procurer et distribuer la subsistance. »

Ses écrits sur l'application du contrat de mutualité à l'organisation économique (le fédéralisme) et le mutuellisme dans les échanges et le crédit donnent, encore aujourd'hui, des contours à tout projet visant un réel contrat social entre les individus.

Il est plaisant de voir, à l'usage, que restent d'actualité ces principes de mutuellisme et de fédéralisme, principes sur lesquels les défenseurs de l'économie dite sociale ont créé leur fonds de commerce avant d'être rachetés par la concurrence libérale, principes contre lesquels les autoritaires de tout temps se sont insurgés avant de disparaître définitivement aux rayons « films cultes » .

La place des anarchistes, non-autoritaires de tous temps, n'est plus à démontrer dans toute l'histoire du monde coopératif. On peut encore et toujours parler de nos utopies ; il n'en reste pas moins que les idées qui traversent les tendances et résistent aux sirènes des pouvoirs successifs ne sont peut-être pas si imbéciles que voudront bien le dire bon nombre de détracteurs des années encore…

F.D.

DOSSIER SCOOP

Dissidences

« Il faut interroger le mouvement Scoop »

Comme dans tout mouvement d'importance, la contestation de l'évolution globale des Scoops et de leur représentation existe. C'est après le congrès de Lyon de la Confédération générale des scoops (CG Scoops), en 2000, où des clivages forts se sont manifestés sur la question de l'évolution des statuts de la CG et des Scoops, que l'association « Économies solidaires et coopératives » est née. Depuis, l'association publie une « Lettre d'Escoop » afin de porter la réflexion et les interrogations parmi les coopératives et leurs membres. L'un de ses objectifs est d'être un lieu d'expression, et d'élargir le cercle coopératif au-delà du mouvement, qui tendrait à se scléroser, par manque d'ouverture. « C'est l'une des critiques que nous formulons au mouvement aujourd'hui », souligne le secrétaire d'Escoop, Pierre Guiard Schmid, interrogé par téléphone. « Lorsque le développement des coopératives se fait sans réflexion et sans distance vis-à-vis du développement de l'économie libérale, allant même jusqu'à adopter la mise en concurrence avec les entreprises classiques, on renonce à contester le capitalisme et ses valeurs, et on cherche même à faire mieux ».

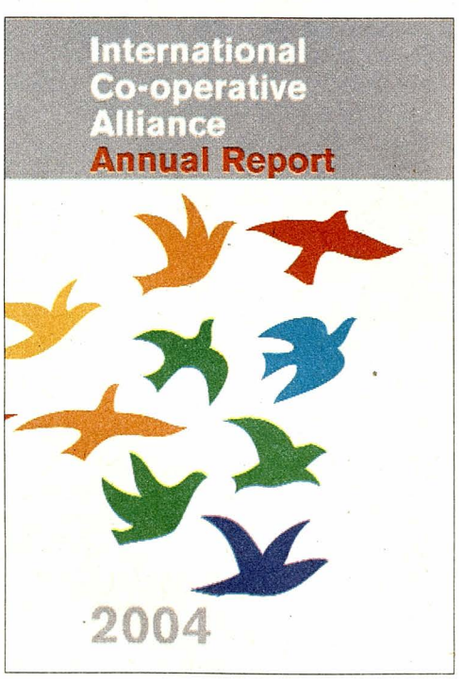
Dans le numéro de l'hiver 2005 de la « Lettre », le secrétaire de l'Association faisait part d'autres inquiétudes : « Se développer », tel est l'enjeu majeur des organisations coopératives qui représentent et regroupent les Scoops. On peut s'interroger sur ce mot d'ordre qui n'est pas nouveau et qui revient de façon récurrente. [...] Le développement sans fin est-il durable et souhaitable ? [...] Il serait temps que les Scoops apportent leur réponse, plutôt que de vouloir rivaliser sur le libre marché qui, nous le constatons, creuse sans cesse le fossé entre les riches et les pauvres et nous conduit à des affrontements toujours plus violents, sans que nous le dénoncions avec force.

Les institutions du « mouvement » sont aussi pointées du doigt à cause de leurs prises de position. Ainsi, l'Alliance Coopérative Internationale, sorte de « Vatican des coopératives », forte de ses 800 millions d'adhérents, et de son rôle de référence auprès des États et de consultante de l'ONU, déclarait à l'occasion de ses 82es Journées internationales, le 3 juillet 2004, qu'elle était en faveur d'une « mondialisation juste ». Dans une déclaration, elle expliquait notamment : « [...] En soi, la mondialisation n'est pas forcément négative. Le défi consiste à la rendre plus juste et à en distribuer les bénéfices plus largement. Le mouvement coopératif est prêt à tenir son rôle. [...] À titre d'exemple, les coopératives mondialisent leurs activités au travers de coopératives transnationales qui respectent les communautés locales tout en étant concurrentielles face aux multinationales... ». Pierre Guiard Schmid relève que le mouvement français est assez aligné sur ce genre de développement ambigu et qu'il prend le risque de s'y perdre en s'éloignant des valeurs fondatrices de la coopération, au motif d'une modernité qui n'est plus porteuse de sens.

Un point de vue qu'André Fanelli, le président d'Escoop partage, en écrivant dans la Lettre de l'hiver 2005 : « Ceux qui ont fait émerger ces nouvelles formes d'économie, il y a plus d'un siècle, avaient sans doute des objectifs plus élevés que de créer seulement un nouvel actionnariat, ils étaient résolument anticapitalistes et peu attirés par les bureaucraties. »

Pour l'instant, les adhérents d'Escoop estiment qu'il n'est pas l'heure de créer une Confédération des Scoops alternative. Mais si Escoop regroupe des personnes et des structures critiques, tous restent adhérents à la Confédération. « Nous voulons apporter de l'information et des réflexions, prémisses à la refondation du mouvement. » De fait, la CG Scoop parait monolithique par le peu de diversité des opinions s'y manifestant, par son existence surtout centrée sur le seul terrain économique. Pour initier cette refondation, les adhérents d'Escoop travaillent de façon décloisonnée avec des associations qui ne sont pas forcément coopératives, et ont mis en place une entraide concrète avec l'Union des coopératives du Burkina Faso (UCIAB), pour que la règle de l'entraide entre coopérateurs ne restent pas un message relégué aux oubliettes.

Daniel Vidal



Pour contacter La Lettre d'Escoop : Pavillon Thoureau — 21500 Montbard (France)
Le site internet de l'ACI : www.ica.coop

Coopératives de production et anarchisme

Une méconnaissance réciproque

Le développement du mouvement des coopératives de production en France accompagne les questionnements du mouvement ouvrier. Pourtant, les militants de la coopération se sont considérés mis à l'écart.

Daniel

Groupe Gard-Vaucluse
de la Fédération anarchiste

LE COOPÉRATISME doit sa conceptualisation et son essor à des pensées utopiques à caractère égalitaire, et dans un objectif qui s'affirmait nettement pour l'abolition du salariat. Il y a peu encore, Jean Gautier, qui fut directeur général de la Confédération générale des scops dans les années 1990, soutenait: « À travers l'abolition du salariat, ce qui est visé, c'est la rupture du lien de subordination des travailleurs par rapport aux propriétaires de capitaux » [1].

Pourtant, très tôt, les divergences avec les organisations du mouvement social et politique sont nettes. Sur le plan syndical et dès le début du XXe siècle, la CGT ignore voire rejette ses affiliés qui sont coopérateurs (donc, détenteurs d'une part du capital d'une entreprise: la leur). Des rapprochements auront lieu, plus tard, ponctuellement. Après 1945 en passant par la décennie 1975-85 pourtant autogestionnaire, et jusqu'à maintenant, avec un paysage syndical nettement diversifié, les centrales syndicales ne soutiennent pas plus les scoops, malgré quelques tentatives du Mouvement visant à sortir de son isolement.

Sur le plan politique, les premières organisations qui se réclament de la lutte contre le capitalisme se dissocient de la voie coopératiste. Pourtant, avec la baisse d'influence des idéologies favorables à l'abolition du salariat, d'autres organisations politiques, interclassistes et parlementaires, assureront un soutien aux coopérateurs. Aujourd'hui, un rapprochement se confirme entre le réseau Attac et la CG des scops; de façon globale, toute la gauche française, communiste, altermondialiste autant qu'écologiste adopte le coopératisme comme une voie pour affirmer qu' « une autre économie est possible ».

Mais à l'origine, le désaccord est bien idéologique. Il faut relever que le courant le plus déterminé en faveur de la coopération est l'Associationnisme. Ce courant, fortement inspiré de thèses sociales chrétiennes - surtout protestantes - prône le remplacement du capitalisme par l'économie, cherchant à associer capital et travail, à faire du travailleur le propriétaire du fruit et de l'outil de travail. Et si, longtemps, le mouvement coopératiste encouragea clairement ses membres à se syndiquer, il se construisit aussi contre la théorie du Grand Soir ou de la lutte des classes. Pour les coopérateurs, le travail associé peut saper le capitalisme.

Pourtant, aujourd'hui et de son propre aveu, le Mouvement n'a pas pu, malgré son ancienneté, faire tache d'huile; il n'est pas le seul, il est vrai. Il faut sans doute interpréter l'adoption dans les années 1990 par la Confédération générale des scops du terme de « co-entrepreneur » pour désigner les coopérateurs, comme une autre adaptation pour tenter de sortir de l'ornière dans lequel le marché cantonne le mouvement des coopératives de production. Tout en réaffirmant ses valeurs sociales, en s'ancrant solidement dans le nouveau concept de « l'économie sociale », le Mouvement se cherche un souffle nouveau. l'État l'aide sur un plan technique avec diverses lois de modernisation du statut des scops.

Scops et révolution

Du coté des anarchistes, on connait l'influence déterminante de P.-J. Proudhon en faveur de l'économie mutuelliste, mais l'évolution des sociétés ouvrières de son temps l'amena à la défiance puis à envisager d'exclure la co-propriété ouvrière pour l'élargir à la propriété collective, sociale tout en s'opposant à la propriété d'Etat (Louis Blanc). Bakounine, de son côté, reconnaissant des mérites organisationnels au coopératisme, poussait les travailleurs à « s'occuper moins de coopération que de grève » [2]. Nombre de coopératives verront pourtant le jour au cours du magnifique mouvement de collectivisations ouvrières et paysannes espagnoles entre 1936 et 1939[3]. L'ancienneté et l'enracinement en Espagne du secteur coopératif, associés à la forte prégnance politique et sociale de la Ière

Internationale dans le champ syndical, ont permis cette « unité d'action » jusque dans les villes[4].

Ces dernières années, des anarchistes en recherche sur la question de l'organisation sociale autogestionnaire, réaffirment non sans réserves - la voie coopératiste comme une voie à emprunter (A. Guillen, F. Carrasquer). Il est certain que l'un des enjeux forts du projet libertaire étant la socialisation des moyens de production et de distribution à travers l'abolition de la propriété privée, et celui de la coopération de production la généralisation de la condition du travailleur associé au capital de son entreprise, il y a conflit. Comment envisager la société coopératiste autrement que comme une société de travailleurs-propriétaires ? Cette option est un déplacement du capital vers de plus nombreux petits possesseurs, mais cela ne garantit pas la fin des injustices qui découlent de la jouissance de la propriété privée. L'option libertaire est plus radicale : l'objectif est bien la socialisation de la production, pas la co-propriété.

Les conséquences de ce débat inabouti sont inattendues. En Europe notamment, le mouvement des « FASINPAT » (Fabricas SIn PATrones, usines sans patrons) latinoaméricaines fascine bien que cette émergence soit conjoncturelle : une crise économique sans précédents pour l'Argentine, un gouvernement populiste pour le Vénézuela, par exemple. Le mouvement social argentin n'a pas vocation à remettre en cause la propriété privée[5] et l'indiscutable courage des coopérateurs doit beaucoup à leur désir d'exister à travers leur poste de travail et surtout de faire vivre leur famille, et souvent en pratiquant une forme de redistribution vers les populations défavorisées de leur quartier.

Quant au Vénézuela, le gouvernement de Chavez est propriétaire majoritaire du capital des quelques entreprises dont la gestion est confiée aux travailleurs. Nous sommes là dans la situation de coopératives d'État, forme économique « participative » s'il en est puisque les travailleurs produisent pour l'État-patron, ce dont le secteur coopératif traditionnel se méfie comme de la peste. Cela rappelle quelques souvenirs à ceux qui ont connu les économies d'Etat soviétiques, même si les supporters français - de la LCR au PCF - du « chavisme » l'ont déjà oublié ; mais est ce un hasard ?

Si l'autogestion libertaire est une voie émancipatrice, la cogestion ou la coopération de production gardent une empreinte conservatrice puisqu'elles sont associées à l'organisation capitaliste qui repose sur la propriété privée. Nul besoin de survaloriser les « FASINPAT » latinoaméricaines pour savoir que nous pouvons nous passer des patrons pour produire. Coopératives ou pas, en plus de la forme juridique, l'autogestion se mesure aussi à l'aune des pratiques concrètes, quotidiennes. Nous devons simultanément appréhender le réel et affiner notre vision du projet libertaire. Le mouvement coopératiste, en France comme en Argentine, offre de multiples facettes ; il mérite toute notre attention, à condition que nous remettions nos valeurs et nos objectifs au centre de nos analyses qu'il convient souvent de clarifier. D.

Comment envisager la société coopératiste autrement que comme une société de travailleurs-propriétaires ? Cette option est un déplacement du capital vers de plus nombreux petits possesseurs, mais cela ne garantit pas la fin des injustices qui découlent de la jouissance de la propriété privée.

1. De 1900 à 2000, un siècle de coopération, 2000, numéro spécial du magazine « Participer ».

2. Daniel Guérin, *L'anarchisme*, Gallimard, 1965.

3. Gaston Leval, *l'Espagne libertaire*, éditions du Monde libertaire, 1983.

4. José Elizalde, revue *Autogestions* n° 7, 1981.

5. « Mais dans le cas de la majorité des entreprises récupérées nous ne sommes pas en train de gêner l'intérêt de la propriété privée : nous n'avons pas eu d'opposition des banques [...] » Par E. Murua, président du Mouvement national des entreprises récupérées (MNER) in "Sin patron", ediciones La Vaca, 2004.

Le malentendu

Nous autres, anarchistes, avons depuis longtemps la fâcheuse tendance à nous prendre les pieds du fond dans le tapis de la forme…
Tapis rouge en 1917 où la bonne fois fût rapidement aspirée dans l'infâme avec les poussières d'espoir naissant…
Tapissés de sang dans l'épisode de la preuve par le fait…
Tapis dans les bois à l'orée de milieux libres qui tournaient en rond…
Tapisserie, enfin, dans le mouvement coopératif où bon nombre d'entre nous font encore illusion à défaut d'avoir encore des illusions…

Initiateurs du mouvement coopératif, nous le fûmes, nous aussi, à n'en pas douter. Le père Proudhon, en suggérant le mutualisme ouvrait une voie nouvelle dans les expériences à la Owen, l'autogestion planant dans la tête de tous, certes.

Mais encore une fois, la forme nous cache la forêt du fond. Comme pour le débat entre puristes du développement durable et puristes de la décroissance, nos troupes libertaires ont tendance à tendre l'oreille aux sirènes ambiantes sans prendre le temps de vérifier qu'il y a assez de gilets de sauvetage pour tout le monde dans le rafiot du dernier concept à la mode !

Notre relation au mouvement coopératif relève de la même logique. La vitrine est alléchante, on peut en convenir, mais passé le « pas-de-porte », c'est le fond de commerce qui vous accueille. N'en déplaise au badaud libertaire qui s'attarde sur l'étal, tout est à vendre !

Du capital social au fond de réserve, de la révision coopérative au fichier clientèle, en coopérative comme dans n'importe quelle boutique, les prix sont affichés et le gérant guette les marchés porteurs.

La coopérative affiche bien un mode de gouvernance à part, elle n'en est pas moins une société commerciale à but lucratif. Faites le test ! Essayez de créer une coopérative, disons d'intérêt collectif, sans rentabilité avérée, sans plan de retours sur investissements envisageables, sans projection budgétaire en N + 1 ou N + 2… le retour est immédiat. C'est non !

Et c'est bien le mouvement coopératif qui vous ferme la porte au nez, soucieux de préserver une place au chaud dans l'horizon libéral des chefs d'entreprendre autrement certes, mais pas n'importe comment.

Et ils ont bien raison. Pourquoi aller cautionner ou encourager des projets économiquement peu viables qui risqueraient de faire baisser la moyenne nationale de taux de transformations réussies du projet à l'activité rentable ?

L'économie, dite sociale, s'est hissée à la force du poignet aux côtés des gens responsables, respectables, à la droite de la gauche, chez les bobos entre solidaire et coopératif. En un mot, les coopératives de tout poil ne sont que des outils de l'économie libérale. Et c'est tant mieux. Au moins, on sait où on en est.

Mais nous autres, anarchistes, on en a pas besoin des coopératives dans notre idéal de coopération. Ni besoin des mutuelles dans notre idéal de mutualisation…

Dans toute cette volée de concepts alléchants comme : l'outil de travail appartient aux salariés, des dividendes limitées, une mutualisation des moyens de production… Nous autres, bêtement convaincus que c'est la lune qu'il faut regarder et non le doigt qui nous la montre, nous autres donc, on sait bien que tout ça n'a de sens que dans un système égalitaire et socialement libéré du marché et du capitalisme…

On sait bien, nous autres, que tout ce fatras participe du pillage des ressources de la planète en présentant une nouvelle étape plus « socialement correcte » du capitalisme…
On sait bien, nous autres, que produire pour encourager la consommation en fonction du marché c'est surtout ne rien faire pour accompagner une décroissance indispensable.
On sait bien, nous autres, que le chemin se trace en marchant et que seule l'empreinte écologique mène au bout du chemin…

Et pourtant, on dit que c'est nous qui sommes dans la lune et ils nous montrent tous du doigt !

Quel paradoxe, non ?

François Dibot
Groupe « Nous Autres »

Histoire du mouvement

Extraits des lettres de prison de Sacco & Vanzetti

Patrick Schindler

Secrétaire Histoire et Archives de la FA

Première partie (1923-1924)

En 1931 paraissait la 1re traduction française des lettres écrites en prison par les deux anarchistes exécutés le 22 août 1927. Dans le cadre du regroupement des archives de la FA, nous sommes tombés sur l'édition originale et n'avons pas résisté à sélectionner quelques passages. Si pour trop de gens, l'affaire Sacco & Vanzetti n'est plus que le nom d'une vague affaire, il convient de ne jamais oublier que derrière ces deux noms se trouvaient deux hommes, deux victimes très conscientes, qui savaient et qui ont consenti. Ils sont resté sept années à croupir dans les prisons ou les « hôpitaux de criminels fous » du Massachusetts. Sept années où leur procès truqué fut renvoyé, sous des prétextes futiles des calandres grecques à la chaise électrique. Cette exécution ne fut motivée que par la peur, la haine et la vénalité. À la veille de leur condamnation le 9 avril 1927, Bartolomeo Vanzetti parlait en ces termes de leur affaire :

« Si cette chose n'était pas arrivée, j'aurais passé toute ma vie à parler au coin des rues à des hommes méprisants. J'aurais pu mourir inconnu, ignoré : un raté. Maintenant, nous ne sommes pas des ratés. Ceci est notre carrière et notre triomphe. Jamais, dans toute notre vie, nous n'aurions pu espérer faire pour la tolérance, pour la justice, pour la compréhension mutuelle des hommes, ce que nous faisons aujourd'hui par hasard. Nos paroles, nos vies, nos souffrances ne sont rien. Mais qu'on nous prenne nos vies, vies d'un bon cordonnier et d'un pauvre crieur de poisson, c'est cela qui est tout ! Ce dernier moment est le nôtre, cette agonie est notre triomphe. »

Bartolomeo Vanzetti à Elise Hillsmith, été 1923, prison de Charlestown : « Nous autres anarchistes, nous le sommes parce que nous n'avons pas les mêmes opinions que ceux qui ne sont pas anarchistes. Tous les ennemis des travailleurs et de l'émancipation des hommes parlent aux masses pour nous calomnier et pour les garder sous leur exploitation, alors ils leur disent de ne pas se laisser influencer par de fausses doctrines. »

Nicolas Sacco à Mme Evans, 23 novembre 1923, prison de Dedham : « Je me rappelle toujours l'époque où mon frère Sabino et moi étions sur le bateau, venant vers ce libre pays[1], le pays qui fut toujours dans mes rêves. J'étais très las de la mer et un matin mon frère me conduisit au docteur qui m'ordonna une bonne purge et pour mon frère qui était en bon état, il ordonna une bonne soupe… Ainsi, c'est toujours pareil ici. Le prisonnier qui n'aime pas travailler, on l'envoie travailler et celui qui aime le travail réellement et qui a besoin d'avoir de l'air, de l'air, autant d'air qu'il peut en respirer, celui-là on l'enferme dans une cellule tout le jour. »

Bartolomeo Vanzetti à Maude Pettyjohn, hiver 1923 prison de Charlestown : « J'apprécie tout ce que l'on fait pour le peuple ou pour la révolution russes. Mais sûrement, Anna Lousie Strong a tort de croire au progrès de cette révolution. Le gouvernement bolchevik est en train de céder au capitalisme international toutes les ressources naturelles de la Russie, terres, mines, forêts, pêcheries, sources de pétrole. Les ouvriers russes travailleront pour l'État et pour les compagnies étrangères. Ils seront dépouillés par la révolution de leurs moyens d'existence. Il est sûr que le retour du système capitaliste et l'infiltration de l'argent étranger ont amené une amélioration apparente et transitoire, mais qui sera payée avec usure. Kropotkine a essayé d'organiser et de ranimer les coopératives

CLICHÉ THAMPUS

BARTOLOMEO VANZETTI ET NICOLAS SACCO

russes au début de la Révolution, quand il était possible d'amplifier leurs manifestations, mais il en a été empêché par le gouvernement. »

Bartolomeo Vanzetti à Mme Evans, hiver 1923, prison de Charlestown: « Les troubles et les difficultés commencent quand la valeur morale des institutions actuelles de notre contrat social, de nos coutumes est mise en discussion. Et il y a encore plus de complications quand nous pensons aux détails de la vie, à ce qu'elle a de relatif ou d'absolu, parce que nous sommes tous des individus et ce qui est plus important, des créatures déterminées, conduites dans la vie par l'influence de notre vie personnelle au milieu d'un conflit perpétuel entre le cœur et l'esprit. Mais, nous avons des instincts pour nous conduire et une intelligence qui les sert et après tout, une nature foncièrement uniforme. Ce serait assez si les hommes n'étaient susceptibles de dégénérescence dès qu'ils abandonnent leur naturelle manière de vivre. Nous sommes là en face d'un gigantesque problème. »

Nicolas Sacco à Fred H. Moore, 28 décembre 1924, prison de Dedham: « Je peux voir à quel point vous êtes intelligent et cynique, puisque après toutes mes protestations, après que je vous ais chassé, vous et vos amis les philanthropes, vous continuez encore vos infâmes spéculations sur le dos de l'affaire Sacco-Vanzetti. J'ai pensé à vous avertir, vous et vos amis les philanthropes du Nouveau Comité de Recherches[2], de ne plus imprimer ces lettres avec mon portrait et mon nom et de supprimer ce dernier si vous imprimez encore vos petites pamphlets, parce que, vous et vos philanthropes, vous êtes servis de toutes ces choses pendant ces trois dernières années pour une infâme spéculation. Il y a de quoi devenir fou ou tuberculeux, quand on pense qu'après toutes les protestations que j'ai faites pour vous obliger à finir, vous continuez, vous et votre légion d'amis, à jouer un jeu infâme. Mais, je voudrais bien savoir si vous êtes tous les patrons de ma vie! Je voudrais bien savoir quels sont ces hommes qui continuent cette affaire sans mon approbation [...] vous allez cesser ce sale jeu, car je ne veux plus avoir affaire à ce nouveau comité de recherche qui me répugne. »

Bartolomeo Vanzetti à Mme Balckwell, 27 février 1924, prison de Charlestown: « Je me rappelle l'époque où les patrons avaient l'habitude de cracher sur les pieds de ceux qui cherchaient du travail. C'était le temps où il fallait se présenter chemise déboutonnée, parce qu'on voulait voir comment vous étiez, on voulait voir le poil sur la poitrine de l'ouvrier et bien me valut d'être un Latin à la poitrine poilue. Ils vous disaient « vous êtes trop petit, vous êtes trop vieux... ». C'est ainsi que les choses deviennent plus mauvaises au lieu de devenir meilleures. On fait croire aux sots que le feu détruit. Le feu purifie et représente la vie, il ne détruit pas ».

Bartolomeo Vanzetti à Mme Blackwell, 4 mai 1924, prison de Charlestown: « Je n'ai jamais attendu d'autre du juge que quelques 10000 volts divisés en petites doses, quelques mètres de planches de mauvaise qualité et un trou de quatre pieds sur sept et huit... Après avoir dépensé 200000 dollars, nous sommes encore au commencement du procès. Le travail des hommes de loi est inutile devant la loi. L'autorité, le pouvoir, les privilèges ne dureraient pas un jour sur la terre, si ceux qui les possèdent et ceux qui se prostituent à eux, ne réprimaient sans merci et sans recours, tous les efforts des rebelles vers la liberté...»

Bartolomeo Vanzetti à Mme Blackwell, 15 septembre 1924, prison de Charlestown: « Laissez-moi vous parler de l'Italie dont le destin m'intéresse plus que le mien propre. En gros, l'Italie est coupée en deux partis: fascisme et antifascisme. Le 1er a de son côté le Pape, le Roi, les financiers, les industriels et le capitalisme rural. Les libéraux qui ont aidé à la formation du fascisme sont hésitants, les démocrates sont fermement antifascistes, les républicains sont hésitants et les anarchistes sont fermes. Mais, les réformistes seraient prêt à trahir de nouveau si seulement Mussolini voulait avoir l'élégance de leur donner la moitié de l'assiette au beurre. »

Bartolomeo Vanzetti à Mme Blackwell, 13 novembre 1924, prison de Charlestown: « Quand on est mourant, ou quand on est tué peu à peu, comme je le suis, les heureux moments de l'expression personnelle deviennent de plus en plus rares et de plus en plus faibles, aussi, même quant on a du temps, il devient impossible de faire ainsi lentement ce qui ne peut être réalisé que très vite ».

Bartolomeo Vanzetti à Mme Evans, décembre 1924, prison de Charlestown: « Oh! Le vert bienheureux de la terre libre et sauvage! Oh! La vaste étendue bleue des océans, le parfum des fleurs et la douceur des fruits. Les lacs qui reflètent le ciel, les torrents qui chantent, les ruisseaux qui parlent. Oh! L'aube mystique, les roses de l'aurore, la gloire de midi. Oh! Le coucher du soleil et le crépuscule. Oh! Les suprêmes extases et les mystères de la nuit étoilée, créature céleste de l'éternité. Tout cela existe actuellement, mais non pas pour nous qui sommes enchaînés. Et justement et simplement parce que, étant enchaînés, nous n'avons pas la liberté d'user de nos naturels moyens de locomotion pour aller de nos cellules jusqu'à l'horizon libre, sous le soleil pendant le jour, sous les étoiles pendant la nuit. »

P. S.

NB: Des extraits de lettres des années 1925 – 1927 seront publiés en seconde partie dans un très prochain numéro du *Monde libertaire*.

1. Sacco débarqua à Boston avec son frère, venant d'Italie en avril 1908, il allait avoir 17 ans le 22 du même mois.

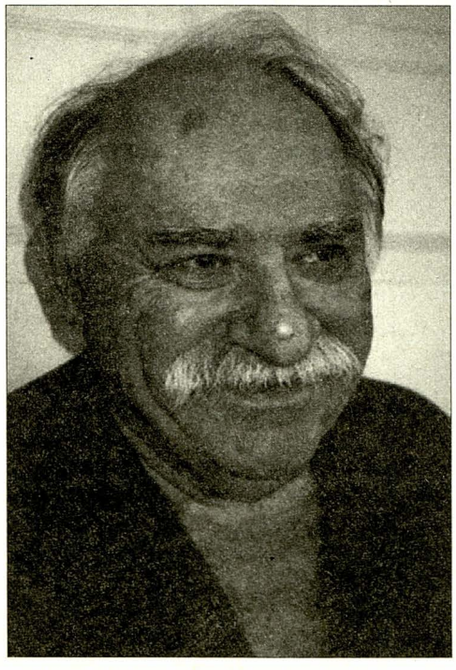
2. Comité de défense formé après la rupture de Fred H. Moore (avocat de Sacco & Vanzetti, quand ils furent jugés à Durham) et du 1er comité de défense.

Good-bye Murray

Murray Bookchin, une figure importante du mouvement anarchiste américain, est mort cet été. Retour sur son parcours.

Tsinapah

Liaison Albert-Camus



Murray Bookchin

Il y a plus de deux mois, une figure importante du mouvement libertaire américain a cessé de vivre. Murray Bookchin est mort à l'âge de 85 ans d'une crise cardiaque. Tout à la fois militant et penseur incontournable du mouvement libertaire contemporain. Son influence et son implication furent marquantes lors des mouvements civiques et sociaux des années soixante et soixante-dix, et au-delà des milieux anarchistes. *Le Monde libertaire* ne pouvait pas tarder davantage à lui rendre modestement hommage et saluer sa mémoire.

Il est né à New York City en 1921 de parents immigrés, eux-mêmes activistes révolutionnaires durant le pouvoir tsariste. Adolescent dans les années trente, il s'inscrit dans le mouvement des jeunesses communistes dont il est expulsé pour avoir critiqué Staline au moment du pacte germano-soviétique de 1939. Pendant quatre ans, en tant qu'ouvrier métallurgiste, il milite syndicalement dans le New jersey au sein du CIO[1]. Dans le même temps, il a un bref flirt avec le trotskisme qu'il cesse en raison de son autoritarisme endémique. Dans les années quarante, l'armée ne voulant pas de lui, il poursuit son militantisme ouvrier cette fois dans l'UWA, un syndicat d'inspiration libertaire à son origine. Après avoir participé à la grande grève de 1948 menée par les travailleurs de l'UWA[2] contre General Motors, Murray Bookchin en tire enseignement et ses réflexions remettent en cause la conception quasi hégémonique d'alors de « l'avant-garde révolutionnaire » de la classe ouvrière. Il produira des années après une grande quantité d'écrits sur ce sujet.

Dans la foulée des années cinquante, tout en s'affirmant socialiste libertaire; il côtoie le milieu d'exilés allemands marxistes dissidents dont les orientations pour certains se font soit libertaires soit conseillistes. Ses liens et activités tant en Allemagne fédérale qu'aux États-Unis le conduisent à écrire sur des problématiques écologiques.

Dans les années soixante, ses travaux sur l'écologie et les technologies alternatives font l'objet d'une reconnaissance de la part de la communauté scientifique, ce qui est somme toute pas banal pour un autodidacte comme Murray ! Mais son positionnement politique a dès cette époque également une influence non négligeable dans l'ensemble des milieux progressistes et radicaux. Son opposition marquée à la pensée marxiste a un fort retentissement dans la « gauche » américaine. Soulignons à cette occasion, le fameux pamphlet *Listen Marxist !*[3] lancé lors de la convention de l'organisation Students for a Democratic Society[4] à Chicago en 1969. Il dénonce l'omniprésence marxiste dans les sciences humaines et son obscurantisme entretenu à propos du rôle profond de la hiérarchie sociale dans la formation de l'histoire humaine. Ses études anthropologiques ont affirmé l'action de la domination patriarcale, gérontocrate et d'autres manifestations de puissance sociale comme préexistantes à l'exploitation économique moderne.

Vers la fin des années soixante, il entreprend d'enseigner dans des universités libres et alternatives du pays, au début à New York. Puis, en 1974, il cofonde et dirige dans le Vermont un institut des théories d'écologie sociale et de technologies alternatives[5]. Il enseignera également les théories sociales à l'université de Ramapo dans le New Jersey.

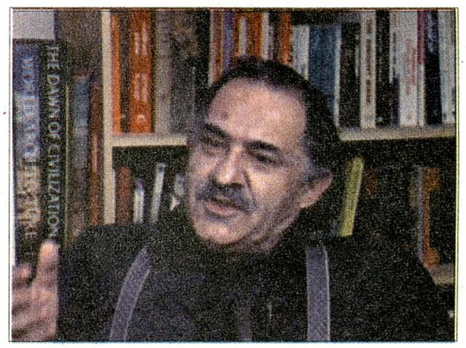
Pour des raisons de santé, il réduit progressivement ses activités professionnelles à partir des années quatre-vingt, il poursuit ses travaux de recherche et réflexions dans les domaines historiques, sociaux et environnementaux. Il mène ainsi de nombreux voyages, échanges, et conférences. Il produit articles, livres et explore des « voies », des « possibles » libertaires qu'ils voudrait immédiats tout en portant un regard critique sur les faiblesses ou le manque de rigueur philosophique anarchiste.

Toute sa philosophie écologique a stimulé les idées dans la plupart des groupes verts dans le monde. L'élaboration d'une écologie sociale rompant avec les formes d'écologie mystique ou primitiviste fut largement saluée dans les milieux anarchistes. En revanche, sa théorisation du municipalisme libertaire provoque de

vifs débats dans les milieux anarchistes. L'idée reprise par certains libertaires prêts au grand écart et donc à leur participation aux élections sous prétexte de « démocratie directe » a renforcé l'incompréhension naissante à l'encontre de Murray Bookchin et au désaccord avec les milieux anarchistes. Pourtant, à l'aune des révolutions passées, sans jamais renier l'expression du pouvoir de l'individu sur le lieu de production comme sur le local, il accorde une dimension révolutionnaire plus grande à ce dernier espace plutôt qu'au premier. Mais sa conception du municipalisme s'appuie (en 1984) sur son optimisme en l'apparition de nombreux mouvements sociaux. Hélas, l'ère de l'*Homo municipalis* anarchiste n'est pas perceptible à cette heure.

Qu'importe ! Son parcours issu du marxisme et allant très vite vers l'idée libertaire ; l'histoire qu'il traverse depuis le mouvement ouvrier à ceux des droits civiques, du pacifisme ou de l'antinucléaire ; et enfin l'époque capitaliste actuelle qu'il n'a de cesse d'analyser contribuent à forger sa pensée jusqu'à la fin de sa vie. Et puis, dans sa volonté de réflexion à placer l'individu au centre de tout, au-dessus de tout, il a su qu'on soit d'accord ou non faire preuve d'imagination avec talent. Toujours est-il que son influence est telle qu'il fut récemment encore une référence jusque dans le rassemblement des groupes antiautoritaires lors du contre-sommet de l'OMC de Seattle en 1999.

Sans conteste, nous portons cet estimé compagnon dans notre cœur et notre mémoire. Nous le saluons ainsi que son ancienne épouse Béa Bookchin, sa compagne Janet Biehl et son entourage. **T.**



1. Le Congress of Industrial Organizations émerge dans le début des années trente et ses positions radicales la démarque à l'époque de l'AFL (American Federation of Labor plus modérée et corporatiste, l'AFL s'est construite sur la dégénérescence politicienne des Chevaliers du Travail (Knights of Labor) et s'est toujours attaquée aux *Wooblies* des IWW. L'AFL-CIO regroupées en 1955 surtout pour le pire en servant l'anticommunisme de l'administration américaine via notamment la CIA.

2. L'United Auto Workers, créée par l'AFL au milieu des années trente s'imposa par sa combativité et sa capacité à mobiliser en à peine cinq ans face aux capitaines de l'industrie automobile. L'UWA sera dirigée par Walter Reuther de 1946 jusqu'à sa mort en 1970. Sous la houlette de celui-ci, les travailleurs de l'automobile obtinrent de nombreux acquis servant de phare pour d'autres secteurs. Mais c'est une autre histoire et l'eau a coulé depuis, voir *Roger and me* de Michael Moore.

3. *Listen Marxist !* distribué à cent mille exemplaires aux États-Unis et en Grande Bretagne fut un véritable succès ! Et pas seulement à cause de sa couverture rose illustrée avec Marx, Engels, Lénine et Bugs Bunny !

4. Le Students for a Democratic Society, organisation étudiante apparue en 1962 à Ann Arbor, Michigan. D'inspiration socialiste, elle s'attaque à la politique nationale et internationale du pays (contre la guerre au Vietnam, libération de la femme, libre contraception, anti-sexisme, entre autres…). Les premières années, elle préconisait la désobéissance civile non violente. Elle fut le ferment de toute une jeunesse très tentante pour les officines marxistes-léninistes de l'époque (maoïstes). Le SDS, alors en pleine apogée, vola en éclat lors de sa convention nationale de 1969 sous la pression d'intérêts pas toujours convergents des différents groupes radicaux (Black Panters et maos par exemple) et les manœuvres des « infiltrés » des services fédéraux.

5. Institute for Social Ecology, Plainfield, Vermont. Son attrait est réel et des milliers d'étudiants s'y sont formés depuis trente ans.

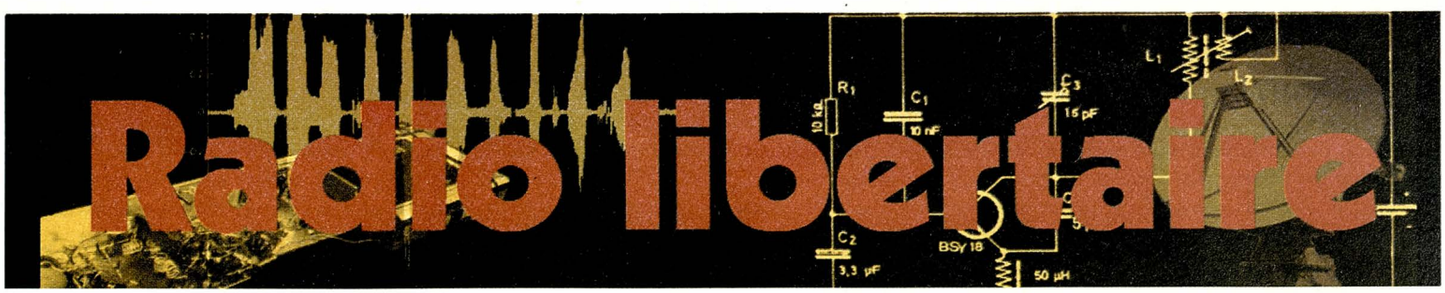
Samedi 28 octobre

UNE JOURNÉE CONTRE LES POLITIQUES XENOPHOBES

14h30 : manifestation contre les rafles et pour la régularisation des tous les sans-papiers, place du Trocadero, avec la Fédération anarchiste et le 9e collectif.

16 heures : rencontre avec Maurice Rajsfus, René Schérer et Patrick Schindler, autour de la brochure *Criminalisation de l'immigration, répression policière,* à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, Paris 11e, M° République.

18 heures : concert de soutien au 9e collectif de sans-papiers, à Utopia, 69, rue Robespierre, M° Robespierre (Montreuil).



Jeudi 26 octobre

Si vis pacem à 18 heures: Un bonheur désarmant pénètre par les oreilles… Invité pressenti : Marcel Amont.

Entre chiens et loups à 20h30: Charlotte Etc en invitée chanson, pour sa série de concerts à Jemmapes. 21 heures - 22 heures : Thème « Écrire des chansons, pourquoi ? », avec Charlotte Etc, Tésame, Ripoll.

Epsilonia à 22 heures: Invités : Daniel Palomo Vinuesa, pour la sortie de son album *L'homme approximatif* sur le label Signature (compositions traditionnelles et improvisations instrumentales) et d'autres.

Vendredi 27 octobre

Koumbi à 10 heures: Invité : Gilles de Staal, pour *Art Anthropophagie Aujourd hùi !* Il s'agit d'un programme pour réveiller les esprits, avec une exposition de Gilles de Staal et Jaime Zapata, où il sera question également de rencontres avec plusieurs artistes (poésie, musique, conférences-discussions dont « Identité, nationalité, citoyenneté : bons et mauvais Français ? », « La guerre et les médias - médias en guerre », « Guerre au « terrorisme » : état d'exception permanent »).

Place aux fous à 13 heures: Invité : LOL. Punk chez Extraballe et Bulldozer, sous le nom de Lolita Carabine, LOL devient ensuite le guitariste et chef d'orchestre du groupe de Nulle Part Ailleurs sur Canal +, accompagnant les plus grands noms du rock. Aujourd'hui, il joue en trio avec, entre autre l'immense bassiste Pascal Mulot et Keuj, l'excellent batteur de Watcha.

Samedi 28 octobre

Chroniques syndicales à 11h30: Rentrée universitaire 2006, avec des étudiants, des profs d'université, des atos (avec sud éducation & sud étudiant).

Chroniques rebelles à 13h30: Débats, dossiers, rencontres « Le choix de la défaite. Les élites françaises dans les années 1930 » de Annie Lacroix-Riz (Armand Colin), avec l'auteure.

Bulles noires à 17 heures: Discussion en direct avec un auteur de polar, présentée par Robert Detair. Invité : Marc Boulet pour *L'Exequatur* chez Rivages Noir.

La Philanthropie de l'ouvrier charpentier à 10 heures: Le regard sévère d'un ancien exilé politique sur son pays natal. Les textes de Charles Reeve datent de 1988, 1994 et 1998, ils offrent un autre regard sur qu'on avait appelé un peu vite le « miracle portugais ». Avec Jorge Valadas

Lundi 30 octobre

Les partageux de la Commune à 13h30: Invitée : Annie Lacroix Riz pour *La France du Front populaire, mythes et réalités.* 3 mai 1936, second tour des législatives, les radicaux perdent 51 sièges. Le dimanche 24 mai, 600000 manifestants passent devant le Mur des Fédérés, le lendemain début de la grève générale…

Ondes de choc à 16 heures: De l'incantation de garde-champêtres belges… à la vociférération DADA, avec P.A. Caesens, Xtoph Bruneel, Anne Letore ; 17 heures : « Station avant oubli », Dominique Labarrière.

Mardi 31 octobre

Des oreilles avec des trous (dedans) à 17 heures: Émission n° 65 : Thématique fanfare. Qu'est ce qu'une fanfare ? Un Brass Band ? Que ce genre de formations portable peut interpréter comme musique ? Pourquoi ? Avec qui et pour qui ? La musique militaire a-t-elle fait des petits ? Faut-il regarder vers l'Est pour en apercevoir ?

Idéaux et débats à 18 heures: Le quart de rouge est la boisson du garde rouge ! Une interview de Morgan Sportes, réalisée le 9 octobre 2006, pour son roman intitulé *Maos* (publié aux éditions Grasset).

Paroles d'associations à 19h30: Sylvie reçoit la RAÏS, association de slammeurs.

Jazz en liberté à 22h30: Autour de quelques pianistes… Par Gérard Terronès.

Mercredi 1er novembre

Le manège à 14 heures: L'invité littéraire : Arno Bertina pour *Anima motrix* (éditions Verticales), par Boris Beyssi ; les chroniques ciné de Heike Hurst.

Trafic à 22h30: Wikipédia, une encyclopédie libre et gratuite sur internet. Comment ça marche ? qui sont-ils/elles, ceux qui la construisent et la maintiennent ? Quelle est la fiabilité d'une encyclopédie libre ? Peut-on parler d'autogestion ?

Blues en liberté à 10h30: Keith B Brown. Du country blues au XXIe siècle.

Vendredi 3 novembre

Place aux fous à 13 heures: Invité : Gérard Terronès. Est-ce qu'on présente Gérard Terronès sur Radio libertaire ? Place Aux Fous le reçoit pour parler avec lui des disques qu'il produit sur ses labels Futura et Marge.

Samedi 4 novembre

Chroniques syndicales à 11h30: Les informaticiens et les sociétés de prestations, avec des informaticiens, syndiqués ou non.

Chroniques rebelles à 13h30: Débats, dossiers, rencontres… « La Cagoule », avec Annie Lacroix-Riz, auteure de « Le choix de la défaite. Les élites françaises dans les années 1930 » (Armand Colin).

89.4 MHz en région parisienne

rl.federation-anarchiste.org

Jeudi 26 octobre
Paris 18e

Une femme seule de Dario Fo et Franca Rame, mise en scène Philippe Chauveau, au Funambule, les jeudis, vendredis et samedis à 20 heures en octobre et novembre, au 53, rue des Saules. Métro Lamarck-Caulaincourt. Réservation conseillée au 0142238883.

Vendredi 27 octobre
Paris 20e

OSS 69 & The Barbarians (nothern soul garage) et aux platines, les guetta du sud ouest Breizhmattaz et King Megalodon (Bordeaux/Spy market crew). À partir de 20 heures à La Féline, 6, rue Victor-Letalle. Gratuit.

Samedi 28 octobre
Paris 19e

Moon Hop (soul ska rocksteady), Les Terribles (yéyé sixties) et Les Pénibles (twist). A partir de 20 heures à l'Espace B Villette, 16, rue Barbanègre. PAF: 6 euros.

Paris 16e

Manifestation contre les rafles et pour la régularisation de tous les sans-papiers avec la Fédération anarchiste et le 9e collectif à 14h30, place du Trocadéro.

Paris 11e

Débat autour de la la brochure *Criminalisation de l'immigration, répression policière,* à la librairie du *Monde libertaire,* en présence de Maurice Rajsfus, René Schérer et Patrick Schindler, au 145, rue Amelot. Métro République.

Montreuil (93)

Concert de soutien au 9e collectif de sans-papiers, à Utopia, 69, rue Robespierre. Métro Robespierre.

Dimanche 29 octobre
Paris 11e

Soirée de soutien au Kiosk (infoshop à Paris, 11e), avec Moon Hop (soul ska rocksteady), Skunk (basque punk) et Sick Terror (hardcore brésilien). À partir de 17 heures, au CICP, 21 ter, rue Voltaire. PAF: 5 euros. Table de presse de la Fédération anarchiste

Samedi 4 novembre
Marseille (01)

Conférence-débat avec Céline Beaudet pour son livre *Les Milieux libres: « vivre en anarchistes à la Belle époque en France… »,* à 17 heures au CIRA, 3, rue Saint-Dominique.

Rennes

Le groupe la sociale de la Fédération anarchiste de Rennes organise un grand Meeting commémoratif et revendicatif avec projections vidéo de documentaires sur la révolution espagnole, exposition d'affiches de l'Espagne libertaire de l'époque, diaporama commenté sur l'Espagne de 1936-1939 par Wally Rosell, témoignage de Pierre Petit sur les grève de 1936 sous le Front populaire et sur les camps de réfugiés espagnols de Saint-Brieuc, introduction sur la Charte d'Amiens de 1906 et son actualité dans les luttes sociales et syndicales d'aujourd'hui, puis débat avec la salle sur le thème « Hier ils ont osé! Et aujourd'hui, de quelle société les anarchistes veulent-ils? », de 14 heures à 19 heures, à la maison de quartier de Villejean, 2, rue de Bourgogne. Table de presse (livres, brochures anarchistes).

Mercredi 8 novembre
Vannes (56)

Le groupe libertaire René Lochu (FA Vannes) organise le mercredi 8 novembre, à partir de 20 heures, à la maison des associations, 6, rue de la Tannerie, la projection du film « Land and freedom » de Ken Loach, sur la guerre civile et la révolution espagnole de 1936. Pourquoi Ken Loach a pu choisir un tel sujet? Quel enseignement de la révolution espagnole pour les luttes d'aujourd'hui? Entrée libre – Table de presse.

Samedi 11 novembre
Mazauges (83)

Maudite soit la guerre! Le groupe Nada organise un rassemblement devant le monument pacifiste de Mazauges à 10h30 suivi d'un repas.

Mardi 14 novembre
Évreux (27)

Diffusion du documentaire *Putain d'usine* d'après le livre de Jean-Pierre Levaray, à 20 heures, au Cinéma Ciné Zénith, 3, rue du 7e Chasseurs.

Mercredi 15 novembre
Sarlat (24)

« Causerie libertaire » sur différents thèmes au choix des personnes présentes, organisée par le groupe Drapeau noir Périgord de la Fédération anarchiste, au Café Lébérou, 5, rue Jean-Jacques Rousseau.

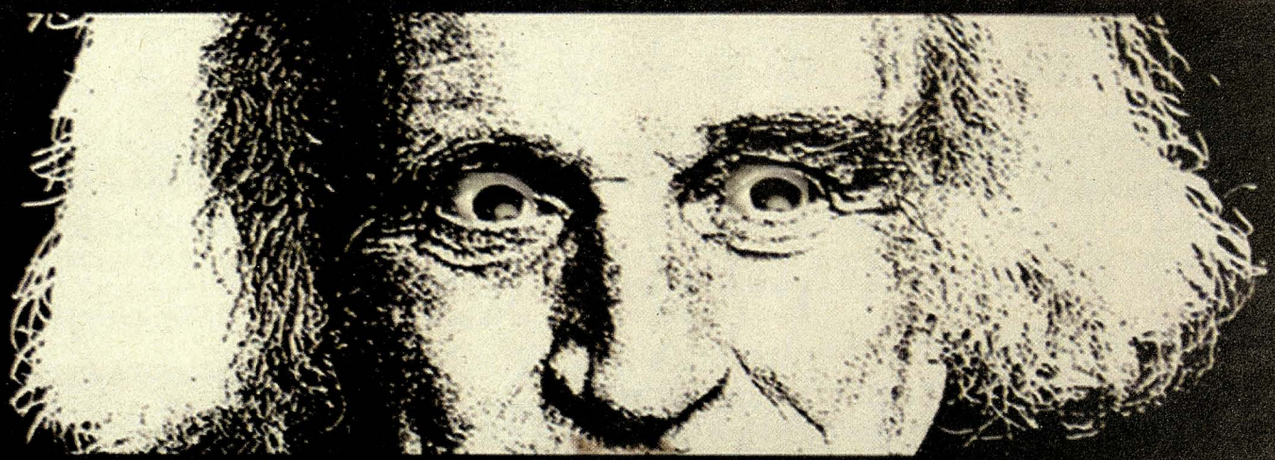
Vendredi 17 novembre
Paris 18e

Du 17 au 19 novembre: à l'occasion des portes ouvertes d'Anvers aux Abbesses, exposition de peintures de Rébecca Gruel, à la bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-Planquette. Métro Blanche ou Abbesses.

Vendredi 1er décembre
Elbeuf (76)

Diffusion du documentaire *Putain d'usine* d'après le livre de Jean-Pierre Levaray, à 19h30, au Cinéma Le Grand Mercure, 6, rue P. Brossolette.

ALORS LÉO ?



J'ARRIVE CHÉRIE !

18 et 19 Novembre 2006

RADIO LIBERTAIRE

Salle Olympe de Gouges (15 rue Merlin Paris 11eme :-)

Barricade Publico 01 48 05 34 08 . federation-anarchiste.org